



Étude qualitative et quantitative visant à évaluer les préoccupations et les perceptions des Canadiens en ce qui concerne l'état actuel de l'économie 2020

Rapport final

Préparé à l'intention de Finances Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 60074-191692/001/CY

Valeur du contrat : 166 378,94 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2019-12-18

Date de remise : 2020-02-20

Numéro d'enregistrement : ROP 054-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada, à l'adresse : stephanie.rubec@canada.ca

This report is also available in English.



Étude qualitative et quantitative visant à évaluer les préoccupations et les perceptions des Canadiens en ce qui concerne l'état actuel de l'économie 2020 – Rapport final

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Mars 2020

Permission de reproduire

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada, à l'adresse : stephanie.rubec@canada.ca.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Finances Canada, 2020.

Fichier PDF :

N° de catalogue : F2-276/2020F-PDF

ISBN 978-0-660-34127-9

Version papier :

N° de catalogue : F2-276/2020F

ISBN 978-0-660-34128-6

This publication is also available in English under the title *Quantitative and qualitative research to gauge the concerns and perceptions of Canadians related to the current state of the economy 2020 – Final report*

Fichier PDF :

N° de catalogue : F2-276/2020E-PDF

ISBN 978-0-660-34125-5

Version papier :

N° de catalogue : F2-276/2020E

ISBN 978-0-660-34126-2

Table des matières

Résumé du rapport	i
Contexte et objectifs	i
Méthodologie	i
Valeur du contrat	ii
Constatations principales – phase qualitative.....	iv
Constatations principales – phase quantitative	viii
Énoncé de neutralité politique et coordonnées.....	xi
Introduction	1
Contexte	1
I. Constatations détaillées – phase qualitative	2
A. Évaluation globale	2
B. Accent sur l'économie canadienne	3
C. Stress, abordabilité et qualité de vie.....	5
D. Transition vers une économie propre	9
E. Soins de santé	14
F. Sécurité communautaire.....	15
II. Constatations détaillées – phase quantitative	17
A. Évaluation de l'économie	17
B. Situation financière personnelle	19
C. Priorités budgétaires du gouvernement	22
D. Niveau de bien-être.....	24
E. Système fiscal	25
F. Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété.....	26
G. Garder les Canadiens en sécurité et en santé.....	30
H. Transition vers une économie propre	32
I. Réconciliation.....	34
Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative	36
Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative	38
Annexe C : Guide d'animation	42
Annexe D : Questionnaire de recrutement	48
Annexe E : Questionnaire	54

Remarque : Des tableaux croisés détaillés sont fournis dans un document distinct.

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'hiver 2020, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens des sujets suivants :

- L'état de l'économie canadienne et le niveau de vie des Canadiens
- L'équité du régime fiscal
- L'accessibilité des logements
- Les moyens pour garder les Canadiens en sécurité et en santé
- La transition vers une économie propre
- La réconciliation avec les peuples autochtones

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux émergents et au rôle du gouvernement du Canada relativement à l'économie et aux autres mesures destinées à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Méthodologie

Phase qualitative

Du 27 janvier au 3 février 2020, Environics Research a tenu une série de 10 séances de discussion en groupe auprès de membres de la population générale. Deux séances ont ainsi eu lieu dans chacune des villes suivantes : Mississauga, Charlottetown, Calgary, Vancouver et Montréal (Longueuil). Huit de ces séances se sont déroulées en anglais et deux en français. Les séances ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Lieu de la séance
27 janvier, 17 h 30, HNE	Mississauga, Ontario
27 janvier, 19 h 30, HNE	Mississauga, Ontario
28 janvier, 17 h 30, HNA	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard
28 janvier, 19 h 30, HNA	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard
30 janvier, 18 h, HNR	Calgary, Alberta
30 janvier, 20 h, HNR	Calgary, Alberta
1 ^{er} février, 12 h, HNP	Vancouver, Colombie-Britannique
1 ^{er} février, 14 h, HNP	Vancouver, Colombie-Britannique
3 février, 17 h 30, HNE	Montréal (Longueuil), Québec
3 février, 19 h 30, HNE	Montréal (Longueuil), Québec

Les discussions en personne ont été menées auprès de Canadiens adultes (âgés de 18 ans et plus) de différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux sociodémographiques. Les séances, de 120 minutes environ, ont regroupé entre huit et dix participants (sur les dix personnes recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir une somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Du 17 janvier au 8 février 2020, Environics a réalisé un sondage téléphonique à échantillon aléatoire auprès de 2 000 adultes résidant au Canada en utilisant les techniques usuelles de composition aléatoire. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Cette marge d'erreur s'avère plus importante en ce qui concerne les sous-groupes de la population à l'étude.

L'échantillon a été stratifié par région afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur*
Canada atlantique (7 %)	198	+/- 6,9
Québec (23 %)	497	+/- 4,4
Ontario (38 %)	601	+/- 4,0
Prairies/T.N.-O./Nunavut (19 %)	399	+/- 4,9
C.-B./Yukon (13 %)	305	+/- 5,6
CANADA (100 %)	2 000	+/-2,2

* En points de pourcentage, avec un coefficient de confiance de 95 %.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 166 378,94 \$ (TVH incluse).

Rapport

Le présent rapport présente tout d'abord un résumé des principales constatations et conclusions observées, suivi d'une analyse détaillée des résultats des séances de discussion en groupe et des données du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux présentant les résultats obtenus à toutes les questions, en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales – phase qualitative

A. Évaluation globale

Les participants devaient indiquer ce que, d'après eux, le gouvernement fédéral a fait de mieux au cours de la dernière année, ainsi que son principal échec.

- Parmi les dossiers gérés adéquatement par le gouvernement fédéral au cours de la dernière année, notons la politique étrangère en générale, la promotion de l'image du Canada à l'international, la collaboration avec le gouvernement des États-Unis, la renégociation de l'ALENA, la politique favorable à l'immigration et la légalisation du cannabis. Peu de personnes ont mentionné l'économie dans ce contexte.
- Parmi les dossiers du gouvernement fédéral qui semblent avoir été mal gérés au cours de la dernière année, notons la politique d'immigration et l'intégration des nouveaux arrivants, le déficit fédéral croissant et l'impression générale de dépenses inconsidérées, les pipelines (à Calgary, il s'agit du fait de ne pas en construire un, mais, à Vancouver et à Longueuil, du fait d'avoir acheté un pipeline et de tenter de mener à terme son projet d'expansion) et l'inaction perçue en matière de changements climatiques et de réconciliation avec les Autochtones. Peu de personnes ont mentionné l'économie globalement, mais quelques commentaires généraux ont été formulés quant à l'augmentation du coût de la vie.

B. Accent sur l'économie canadienne

En général, les participants de la plupart des villes à l'étude se sont dits satisfaits de la situation économique du pays dans son ensemble. Lorsqu'invités à trouver un mot pour décrire l'état actuel de l'économie canadienne, ils ont le plus souvent donné des réponses plutôt positives : « stable », « équitable », « constante », « passable », « bonne » et « croissante ». Les participants qui ont utilisé des mots plus négatifs ont qualifié l'économie de « chère », de « déséquilibrée », de « nuancée », de « bulle » et de « fragile ». À Calgary, les gens se sont montrés très sensibles au contraste entre l'état global de l'économie canadienne et les difficultés économiques en Alberta et à Calgary en particulier.

La plupart des participants avaient l'impression que l'économie va poursuivre sa trajectoire actuelle. Personne n'avait d'opinion tranchée quant aux 12 prochains mois; les participants étaient généralement d'avis que rien ne laisse présager une éventuelle dégradation de l'économie. Certains ont dit percevoir pour l'année à venir certains risques pour l'économie associés aux incertitudes causées par l'imprévisibilité de l'administration américaine, les guerres commerciales ainsi que les contrecoups du Brexit et d'autres enjeux internationaux. Quelques personnes ont aussi relevé que le temps est venu pour nous de vivre une récession, puisque le Canada profite de la croissance économique depuis plusieurs années.

La plupart des participants étaient conscients que le gouvernement fédéral affiche actuellement un déficit, mais cette réalité n'est manifestement pas une source de préoccupation. Pour la plupart des gens, il ne s'agit que d'un nombre ou d'un « mal nécessaire »; les participants se demandaient d'ailleurs en quoi la présence d'un déficit pouvait les toucher personnellement. C'est à Calgary que le déficit a été mentionné comme source de préoccupation, et certains participants de cette ville ont dit avoir l'impression que le déficit est « énorme » et « insoutenable ». Certains ont aussi dit s'inquiéter vaguement de « l'énorme dette qui sera laissée à nos enfants » si le déficit n'est jamais réglé, mais, en général, ce problème ne semble pas considéré comme nécessitant des mesures urgentes. Quelques participants ont dit s'inquiéter du fait que le gouvernement ne

semble avoir aucun plan de rétablir l'équilibre budgétaire. Même si le déficit n'est pas perçu comme un problème important par la plupart des gens, il symbolise pour certains des dépenses inconsidérées de la part du gouvernement. Parallèlement, la plupart des gens étaient aussi d'avis que la stabilité de l'économie connaîtrait un trop grand choc si l'on tentait de parvenir à l'équilibre budgétaire rapidement.

C. Stress, abordabilité et qualité de vie

Les principales sources de stress dans la vie des participants sont les préoccupations financières, la capacité à joindre les deux bouts et le coût de la vie, l'endettement personnel, le vieillissement des parents, le caractère abordable des logements, que ce soit pour soi-même ou pour ses enfants, les problèmes personnels (comme les conflits familiaux ou conjugaux), les problèmes de santé personnelle, le surmenage, le travail dans un environnement stressant ou le manque de temps à consacrer à sa famille.

Lorsqu'invités à indiquer quels coûts ou quelles dépenses en particulier les préoccupent le plus, les participants ont donné des réponses variées selon leur région. Certains types de coûts ont été mentionnés dans l'ensemble des villes : le coût des aliments à l'épicerie et le coût des télécommunications (c'est-à-dire des services de téléphonie cellulaire et d'Internet). Quelques participants ont relevé également des préoccupations financières de nature plus générale, comme la peur de ne pas être en mesure d'épargner suffisamment pour la retraite et le paiement des intérêts sur leur dette personnelle. Le coût des logements a été mentionné fréquemment dans les villes où les prix de l'immobilier sont gonflés, c'est-à-dire à Mississauga, à Vancouver et à Charlottetown.

En général, les gens étaient peu au courant des mesures précises prises par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à surmonter les problèmes d'abordabilité des logements et de coût de la vie. Quelques personnes ont relevé les prêts pour les acheteurs d'une première propriété, et certains ayant de jeunes enfants ont fait mention de l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Quelques participants ont parlé de l'augmentation du montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse ou de l'examen des tarifs de télécommunications par le CRTC. Lorsque questionnés de façon plus précise à ce sujet, plusieurs participants ont indiqué avoir déjà entendu parler de la hausse prévue du montant personnel de base, mais la plupart d'entre eux ont rejeté cette économie d'impôt, le montant étant trop petit et la mise en œuvre étant trop graduelle pour être perceptibles.

Le concept de « bonne qualité de vie » a généralement été décrit comme le fait d'être en santé et de pouvoir faire et payer les choses que l'on souhaite sans se préoccuper d'argent. Plus précisément, les gens ont indiqué qu'une bonne qualité de vie consiste à ne pas dépendre de sa prochaine paie pour subvenir à ses besoins et à avoir les moyens de se payer quelques activités de divertissement et suppléments, comme des vacances, des sorties au restaurant et des événements sportifs ou culturels.

Une liste de neuf politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place a été présentée aux participants. Ceux-ci devaient sélectionner celles qui sont les plus importantes pour eux, personnellement. Les mesures les plus souvent choisies sont l'augmentation des montants du Programme de la sécurité de la vieillesse, de même que les trois mesures associées aux soins de santé, soit un meilleur accès aux médecins de famille et aux infirmières ou infirmiers praticiens, la mise sur pied d'un programme national d'assurance médicaments et un meilleur accès aux services de soins de santé mentale.

D. Transition vers une économie propre

La plupart des participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral n'en fait pas suffisamment pour lutter contre les changements climatiques. Certains ont fait observer que le gouvernement a beaucoup parlé de cet

enjeu sans toutefois prendre de mesures concrètes à cet égard. D'autres savaient que le gouvernement fédéral a imposé une taxe sur le carbone à l'échelle du pays et avaient une vague connaissance des autres mesures. Plusieurs ont laissé entendre que rien de ce que fait le gouvernement ne peut être considéré comme « suffisant » tant que les changements climatiques continuent de s'aggraver. Calgary est la seule ville où quelques personnes ont indiqué que le gouvernement en fait trop. Ces participants avaient tendance à s'opposer à l'imposition d'une taxe sur le carbone et se préoccupaient de l'arrêt de la construction du pipeline.

En ce qui concerne les répercussions économiques, plusieurs participants ont fait observer que les changements climatiques pourraient nuire grandement à l'économie, mais que les mesures prises pour les contrer pourraient profiter à l'économie du pays. Bien que certaines personnes aient reconnu la possibilité que le secteur pétrolier et gazier en souffre à court terme, elles étaient d'avis qu'à long terme, la lutte contre les changements climatiques constitue un avantage sur le plan économique.

Lorsqu'invités à indiquer ce que signifie pour eux la transition vers des sources d'énergie propre, les participants avaient tendance à décrire l'utilisation accrue des formes d'énergie renouvelable et à faibles émissions de carbone, comme l'énergie solaire et éolienne. Certains ont aussi fait mention des véhicules électriques. Pratiquement tous les participants percevaient une telle transition comme étant favorable, donnant la possibilité au Canada d'avoir une incidence plus positive sur le monde.

À l'extérieur de Calgary, la majorité des participants étaient peu conscients des conséquences qu'aurait la transition vers des sources d'énergie propre sur le secteur du pétrole et du gaz. La plupart étaient d'avis que cette industrie « appartient au passé » et qu'il est nécessaire de passer à une nouvelle économie.

Aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir quels seraient les meilleurs indicateurs du succès du Canada dans la lutte contre les changements climatiques. Plusieurs personnes ont eu de la difficulté à comprendre la question ou ont confondu les changements climatiques et le simple fait d'avoir un environnement plus propre en général, mentionnant l'amélioration de la qualité de l'air et la diminution du smog.

Une liste de politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour lutter contre les changements climatiques a été présentée aux participants. Ceux-ci devaient sélectionner les trois mesures qui sont les plus importantes pour eux, personnellement. La plupart des gens se sont dits favorables à pratiquement toutes les mesures présentées, mais ont eu tendance à faire leurs trois choix en se basant sur les avantages qu'ils pourraient en tirer personnellement de même que sur la présence d'un lien direct avec la lutte contre les changements climatiques. Pour cette raison, les deux politiques les plus populaires consistaient à rendre les véhicules à émissions zéro plus abordables et à aider les Canadiens à rendre leur maison plus écoénergétique.

E. Soins de santé

Le niveau de connaissance à l'égard du programme d'assurance médicaments varie d'une communauté à l'autre. La plupart des participants ayant entendu parler de ce concept savaient qu'il s'agit d'une forme de programme universel assurant l'accès gratuit aux médicaments d'ordonnance pour les Canadiens. La majorité des participants étaient au courant que de nombreux Canadiens doivent actuellement payer leurs médicaments de leur poche, qu'ils en aient ou non les moyens. En général, les participants ont aussi convenu qu'au Canada, nul ne devrait avoir à se priver des médicaments d'ordonnance nécessaires à sa santé en raison de son incapacité à payer. Plusieurs ont indiqué que la mise en place d'un système public destiné à couvrir le coût des médicaments est la bonne approche à adopter.

L'amélioration de l'accès aux médicaments d'ordonnance pour tous les Canadiens a été perçue comme un exemple de ce à quoi devrait servir l'argent des contribuables. Même si le programme national d'assurance médicaments est susceptible d'entraîner des coûts de départ considérables pour le gouvernement, plusieurs participants étaient d'avis qu'une telle mesure permettra au bout du compte de réaliser des économies, puisque les gens pourront prendre les médicaments dont ils ont besoin et resteront ainsi en meilleure santé. Le gouvernement pourrait également être en mesure de négocier des prix de gros plus avantageux auprès des sociétés pharmaceutiques.

L'importance perçue du problème d'accès à un médecin de famille varie considérablement d'une ville à l'autre. À Vancouver, à Longueuil et à Charlottetown, les participants ont souligné la grande difficulté dans leur région de trouver un médecin de famille. Ailleurs, cet enjeu était moins problématique. Lorsqu'invités à indiquer ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour assurer l'accès des Canadiens à un médecin de famille, plusieurs n'ont pas été en mesure de formuler de recommandation précise en raison de la nature complexe de la situation.

Lorsque questionnés au sujet des autres priorités du domaine de la santé pour le gouvernement canadien, les participants se sont dits incertains quant au rôle du fédéral dans la prestation des soins de santé. Les gens ont suggéré de créer davantage de programmes liés à la santé mentale, d'ajouter de l'équipement médical (comme des appareils d'imagerie par résonance magnétique), d'embaucher plus de personnel dans les hôpitaux (on a souligné le fait qu'il existe de nombreux hôpitaux, mais que le personnel ne suffit pas à les utiliser au maximum de leur capacité) et de renforcer les mesures de prévention et de promotion de la santé.

F. Sécurité communautaire

Lorsque le concept de « communautés plus sécuritaires » a été abordé, la plupart des participants ont fait observer que cela peut s'appliquer à plusieurs aspects de la sécurité, comme la protection contre le crime, les catastrophes naturelles, la conduite dangereuse et la pollution. Les participants de toutes les régions ont indiqué en général vivre dans une communauté relativement sécuritaire, et il apparaît clairement que cet enjeu ne constitue pas une préoccupation de premier plan pour la plupart des gens, outre certains cas localisés de vols par effraction dans les véhicules à Vancouver.

La question sur les mesures que les participants voudraient voir mises en place par le gouvernement fédéral pour rendre les communautés plus sécuritaires a souvent entraîné une certaine confusion quant à savoir ce qui relève de la compétence fédérale. Ceux qui ont dit souhaiter que le gouvernement prenne des mesures à cet égard ont mentionné l'augmentation de la présence policière dans les rues, des lois plus strictes pour s'assurer que les criminels restent en prison, des investissements accrus dans la santé mentale et la toxicomanie, l'installation d'un plus grand nombre de caméras en circuit fermé et un meilleur éclairage des voies publiques.

La plupart des participants ont été étonnés d'apprendre que les armes d'assaut de style militaire ne sont pas déjà illégales au Canada. L'interdiction de ce type d'armes a fait l'objet d'un vaste consensus, et plusieurs personnes ont affirmé que les armes de poing devraient aussi être interdites. Il est toutefois évident que, pour la plupart des gens, la volonté de voir les armes d'assaut de style militaire interdites provient d'une certaine répugnance à l'égard des armes à feu en général et de la « culture des armes à l'américaine », une répugnance s'inscrivant dans leurs valeurs mêmes, plutôt que d'un moyen pour eux de se sentir plus en sécurité ou de rendre leur propre communauté plus sûre.

Lorsque questionnés plus en détail à ce sujet, les participants ont manifesté un soutien généralisé à l'égard des mesures visant à freiner la circulation d'armes à feu à nos frontières et à aider les villes à combattre la violence liée aux gangs de rue, et ce, même si le problème des gangs a rarement été relevé comme source de préoccupation dans ces communautés.

Constatations principales – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

Les résultats de l'évaluation par les Canadiens de l'économie tant nationale que provinciale sont comparables à ceux de février 2019. Plus de quatre personnes sur dix (45 %) perçoivent d'un œil favorable l'état actuel de l'économie nationale, tandis que deux personnes sur dix en ont une opinion négative (19 %). La confiance à l'égard de l'économie provinciale varie toujours en fonction de la région.

Les résidents de la Colombie-Britannique (51 %) et du Québec (58 %) sont les plus susceptibles d'avoir l'impression que l'économie de leur province respective se porte bien, tandis que les Albertains (21 %) sont ceux affichant l'attitude la moins positive à cet égard, ce qui concorde avec les résultats de l'année dernière. Les opinions relatives au prix de l'essence sont quant à elles un peu moins positives que l'année passée (22 %, alors qu'elles étaient à 29 % en 2019).

B. Situation financière personnelle

Comme pour l'économie nationale, un peu plus de la moitié des Canadiens qualifient leur propre situation financière de bonne (notes de 7 à 10), un pourcentage qui demeure stable par rapport aux années précédentes.

Les dépenses courantes des ménages n'ont pas la même incidence sur tous les Canadiens : plus d'une personne sur dix (14 %) indique ne pas payer ses médicaments d'ordonnance et la moitié des répondants (50 %) ne sont pas touchés par les coûts associés au fait d'élever des enfants. Chez les répondants qui doivent assumer ces coûts précis, seule une personne sur dix estime que les achats d'épicerie hebdomadaires (13 %), les services Internet mensuels (12 %) et les coûts liés aux enfants (11 %) sont très abordables (note de 9 ou 10). Les médicaments d'ordonnance sont considérés comme très abordables par un plus grand pourcentage d'utilisateurs (28 % d'entre eux ont donné une note de 9 ou 10), probablement parce que ces coûts sont couverts en partie par une quelconque assurance médicament.

C. Priorités budgétaires du gouvernement

Des sept enjeux prioritaires qui devraient être pris en compte dans les décisions budgétaires, les Canadiens sont plus susceptibles d'indiquer qu'il est très important pour le gouvernement fédéral de faire en sorte que les plus nantis paient leur juste part (58 % des répondants ont attribué à cette mesure une note de 9 ou 10). Suit ensuite sur la liste des priorités le fait de rendre les communautés plus sécuritaires (49 %), d'aider les Canadiens à décrocher un bon emploi (48 %) et de lutter contre les changements climatiques (48 %). Un peu moins de la moitié des répondants accordent la priorité au soutien de la classe moyenne, qu'il s'agisse de rendre le coût de la vie plus abordable ou d'améliorer la qualité de vie (45 % pour chaque enjeu), tandis qu'un peu plus de quatre personnes sur dix (42 %) estiment qu'il est plus important de mettre en œuvre un programme national d'assurance médicaments.

D. Niveau de bien-être

La majorité des Canadiens croient que le niveau de bien-être de leur génération s'est amélioré comparativement à celui de leurs parents, surtout en ce qui concerne les possibilités d'éducation (68 %) et la santé (58 %), tandis qu'un peu moins de la moitié (46 %) considèrent aussi que leur qualité de vie globale est supérieure. Bien qu'ils estiment bénéficier d'un plus grand nombre de possibilités sur le plan social, les répondants se montrent moins optimistes quant à l'évolution du contexte économique. Les Canadiens sont divisés quant à savoir si leurs perspectives d'emploi sont meilleures (36 %) ou pires (38 %) que celles de leurs parents au même âge, et ils sont plus susceptibles de considérer leur sécurité financière de façon négative, avec quatre personnes sur dix qui se disent plus désavantagées que leurs parents à cet égard (42 %, comparativement à 33 % qui estiment être plus avantagées).

E. Système fiscal

Une forte majorité de répondants sont d'avis que les personnes à faible revenu (69 %) et les petites entreprises (52 %) devraient payer moins d'impôts. Les opinions sont sensiblement partagées entre les répondants qui estiment que la classe moyenne paie actuellement un montant approprié en impôts (45 %) et ceux qui croient qu'elle devrait en payer moins (48 %). Sept Canadiens sur dix s'entendent pour dire que les personnes se situant dans les tranches de revenus supérieures (71 %) et les grandes sociétés (75 %) devraient payer plus d'impôt.

F. Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété

Comme en 2019, une forte majorité de Canadiens sont d'accord dans une certaine mesure avec le fait qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours (70 % des répondants ont attribué une note de 7 à 10 à cet énoncé) et que le gouvernement a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables (68 %). L'accès à la propriété demeure très important pour les Canadiens : huit propriétaires sur dix (80 %) disent qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaire plutôt que locataire, et plus de six locataires sur dix (63 %) disent qu'il est très important pour eux d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir. Ces résultats concordent également avec ceux de 2019.

Les Canadiens ressentent toutefois les effets du ralentissement économique : un peu moins de six propriétaires sur dix (56 %, une baisse par rapport aux 63 % en 2019) s'entendent pour dire que les coûts associés à leur propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de leur ménage, et un peu moins de la moitié des locataires (48 %, comparativement à 53 % en 2019) considèrent leur loyer comme abordable. Comme en 2019, seule une minorité des répondants (32 %) estiment qu'il serait facile de trouver une propriété abordable dans un quartier sécuritaire s'ils devaient déménager aujourd'hui.

La moitié des Canadiens sont d'avis qu'un meilleur accès aux logements abordables (51 %) et que le fait d'exiger des promoteurs immobiliers qu'au moins 20 % des nouveaux logements soient abordables (49 %) devraient figurer en haut de la liste des priorités du gouvernement canadien (notes de 9 ou 10), tandis qu'un pourcentage semblable (46 %) disent de même pour ce qui est de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible. Environ quatre personnes sur dix accordent une grande priorité au maintien des incitatifs offerts aux acheteurs d'une première propriété (43 %) et des investissements dans les logements communautaires (41 %).

G. Garder les Canadiens en sécurité et en santé

Les mesures de sécurité évaluées dans le cadre de la phase quantitative de cette étude portaient précisément sur la violence liée aux armes à feu. Les Canadiens sont généralement d'avis que chacune des quatre approches présentées dans le sondage serait au moins plutôt efficace pour contrer la violence liée aux armes à feu. Une majorité de six répondants sur dix (58 %) ont indiqué que l'interdiction des armes d'assaut de style militaire constituerait une mesure très efficace (notes de 9 ou 10) et un peu moins de quatre personnes sur dix ont accordé une telle note au rachat des armes d'assaut de propriétaires privés (36 %). Il convient toutefois de souligner que la confiance à l'égard de ces deux approches est nettement moins élevée dans les Prairies. Environ quatre répondants sur dix estiment que les mesures axées sur le financement des forces de l'ordre seraient très efficaces, y compris le financement visant à combattre la violence liée aux gangs de rue à l'échelle des municipalités (42 %) et le financement des forces de l'ordre luttant contre la violence liée aux armes à feu en général (38 %). Ces opinions se retrouvent dans des pourcentages semblables dans l'ensemble du pays.

H. Transition vers une économie propre

Les Canadiens sont divisés quant aux efforts déployés par le gouvernement fédéral pour lutter contre les changements climatiques. Des pourcentages semblables considèrent que les mesures actuelles sont bonnes (27 % accordent une note de 7 à 10) ou mauvaises (32 % accordent une note de 1 à 4) ou se disent plutôt neutres à cet égard (35 % accordent une note de 5 ou 6). La population est deux fois plus susceptible de dire que la performance du gouvernement dans ce dossier est très mauvaise (16 %) plutôt que très bonne (7 %).

Chacune des cinq mesures visant à réduire la pollution et à protéger l'environnement est considérée comme au moins plutôt efficace. Un peu moins de la moitié des Canadiens (46 %) jugent que la plantation de deux milliards d'arbres serait très efficace, tandis qu'environ quatre personnes sur dix sont d'avis que les autres mesures évaluées seraient très efficaces (c'est-à-dire de rendre les véhicules à émission zéro plus abordables, d'offrir des incitatifs aux entreprises pour le développement de technologies propres, d'augmenter le nombre de masses d'eaux intérieures et de sites protégés et d'aider les Canadiens à rendre leur maison plus écoénergétique et résiliente au climat).

I. Réconciliation

Les Canadiens affichent différents degrés de confiance quant à l'efficacité des six approches de réconciliation avec les peuples autochtones. Le fait de se tourner vers l'avenir et de favoriser l'accès aux services de soins de santé mentale et physique est l'approche la plus souvent considérée comme étant très efficace, avec près de la moitié des Canadiens (47 %) lui accordant une note de 9 ou de 10. Cette mesure est suivie par le maintien de la mise en œuvre des recommandations de l'*Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées* (44 %) et la promotion du développement économique et de l'autonomie (40 %). Les Canadiens sont moins susceptibles de considérer comme très efficaces les approches axées sur la correction des torts du passé, c'est-à-dire l'indemnisation des Autochtones victimes de sévices au sein du système de protection de la jeunesse (29 %) et la présentation d'excuses officielles (25 %). En fait, près de deux personnes sur dix (17 %) vont jusqu'à dire que les excuses officielles ne sont pas du tout efficaces (notes de 1 ou 2).

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-191692/001/CY

Date du contrat : 2019-12-18

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante :
stephanie.rubec@canada.ca

Introduction

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'hiver 2020, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens des sujets suivants :

- L'état de l'économie canadienne et le niveau de vie des Canadiens
- L'équité du régime fiscal
- L'accessibilité des logements
- Les moyens de garder les Canadiens en sécurité et en santé
- La transition vers une économie propre
- La réconciliation avec les peuples autochtones

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux émergents et au rôle du gouvernement du Canada relativement à l'économie et aux autres mesures destinées à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Contexte

Le ministère des Finances a besoin que des études soient menées pour obtenir de l'information sur l'environnement public au sein duquel les mesures prises par le gouvernement seront communiquées. Il s'avère important que le ministère des Finances du Canada effectue des recherches sur l'opinion publique afin d'avoir un portrait juste et à jour de l'évolution de l'humeur de la population en ce qui a trait à l'état de l'économie, à son propre sentiment de bien-être économique et aux gestes posés par le gouvernement en matière économique, dans le but d'être bien au fait du contexte dans lequel les mesures qu'il prend seront communiquées.

I. Constatations détaillées – phase qualitative

A. Évaluation globale

Au début de chaque séance, les participants devaient indiquer ce que, d'après eux, le gouvernement fédéral a fait de mieux au cours de la dernière année, ainsi que son principal échec.

Les dossiers gérés adéquatement par le gouvernement

Parmi les dossiers gérés adéquatement par le gouvernement fédéral au cours de la dernière année, notons la politique étrangère en générale et la promotion de l'image du Canada à l'international, la collaboration avec le gouvernement des États-Unis, spécialement dans le contexte de la récente renégociation de l'ALENA, ainsi que la politique favorable à l'immigration. Certains ont également reconnu le mérite du gouvernement pour ce qui est de favoriser l'égalité entre les sexes, l'inclusion et la diversité. Bien que certains participants aient souligné l'économie stable et le faible taux de chômage, la majorité d'entre eux n'ont mentionné aucun enjeu concernant l'économie dans ce contexte. Il a été question de l'augmentation des montants de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) destinés aux familles avec enfants, et certains ont fait référence précisément à la façon dont le gouvernement et le premier ministre ont géré l'écrasement de l'avion ukrainien en Iran.

Certains participants à Charlottetown et à Longueuil ont souligné le fait que le gouvernement a pris des mesures pour lutter contre les changements climatiques avec la mise en œuvre de la taxe sur le carbone et ont cité le financement des soins de santé, ou du moins le maintien du système public de soins de santé. Quelques résidents de Mississauga ont également mentionné le financement dans les transports. Il convient de souligner que, plus d'un an après la légalisation du cannabis, ce dossier est toujours fréquemment mentionné comme l'une des meilleures mesures prises par le gouvernement fédéral au cours des dernières années, et ce, même si la mise en œuvre de la loi dans les provinces laisse parfois à désirer.

Les dossiers mal gérés par le gouvernement

Parmi les dossiers du gouvernement fédéral qui semblent avoir été mal gérés au cours de la dernière année, notons l'accueil d'un trop grand nombre d'immigrants et les lacunes dans l'intégration de ceux qui se trouvent déjà au pays, le déficit fédéral croissant et l'impression générale de dépenses inconsidérées, la mauvaise gestion perçue du déploiement de la légalisation du cannabis et les pipelines (à Calgary, il s'agit du fait de ne pas en construire un, mais, à Vancouver et à Longueuil, du fait d'avoir acheté un pipeline et de tenter de mener à terme son projet d'expansion). Bien que certains aient accordé une note élevée au gouvernement pour sa gestion des enjeux autochtones et de la réconciliation, ce sujet a aussi été soulevé comme point négatif. En effet, certains participants ont reproché au gouvernement son inaction une fois le temps venu de joindre le geste à la parole et de véritablement concrétiser la réconciliation. La gestion de la lutte contre les changements climatiques a également été perçue de façon défavorable : certains ont mentionné la taxe sur le carbone, qu'ils désapprouvent, tandis que d'autres ont critiqué l'insuffisance des mesures prises. Certaines personnes ont aussi mentionné la façon dont le gouvernement a géré l'affaire SNC-Lavalin.

Même si peu de personnes ont fait mention d'enjeux économiques dans ce contexte, certains participants ont formulé des commentaires généraux sur le fait que les prix augmentent tandis que les salaires stagnent, et que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Quelques personnes ont également mentionné les critères stricts du test de résistance de la SCHL, qui rendent trop difficile l'achat d'une propriété. À Calgary en particulier, la

péréquation a été soulevée et critiquée dans ce contexte, étant considérée comme une politique qui prend l'argent de l'Alberta pour la redonner au Québec. Quelques participants ont aussi critiqué la façon dont le gouvernement gère les relations avec la Chine.

B. Accent sur l'économie canadienne

Évaluations générales

En général, les participants de la plupart des villes à l'étude se sont dits satisfaits de la situation économique du pays dans son ensemble. Lorsqu'invités à trouver un mot pour décrire l'état actuel de l'économie canadienne, ils ont le plus souvent donné des réponses plutôt positives : « stable », « équitable », « constante », « passable », « bonne » et « croissante ». Les participants qui ont utilisé des mots plus négatifs ont qualifié l'économie de « chère », de « déséquilibrée », de « nuancée », de « bulle » et de « fragile ». Les opinions quant à l'état de l'économie étaient plus partagées à Calgary, où les gens se sont montrés très sensibles au contraste entre l'état global de l'économie canadienne et les difficultés économiques en Alberta et à Calgary en particulier. Globalement, les participants s'entendaient pour dire que l'économie se porte bien dans les provinces de l'Est, mais qu'elle laisse à désirer en Alberta. Les participants de Calgary ont dit avoir l'impression que le gouvernement fédéral n'en fait pas suffisamment pour venir en aide à l'industrie du pétrole et du gaz naturel, et ont soulevé encore une fois la question de la péréquation.

Lorsqu'invités à préciser leur pensée, les participants ont souligné le fait que l'économie canadienne se porte relativement bien, tant sur le plan historique que par rapport à celle des autres pays. Ils ont noté, entre autres choses, que le taux de chômage est faible, que de nombreuses entreprises éprouvent de la difficulté à trouver du personnel, que la population dépense de l'argent, que l'inflation est maîtrisée et que la bourse est à la hausse. Ceux qui étaient d'avis que l'économie ne se porte pas si bien ont mentionné la fermeture des usines et les importantes pertes d'emploi dans le secteur pétrolier et gazier. Ils ont aussi fait observer que, même si l'économie se porte bien dans son ensemble sur le plan des statistiques, la richesse est mal répartie, le coût de la vie est élevé et ne cesse d'augmenter et plusieurs personnes vivent d'une paie à l'autre. La question du logement a aussi été soulevée spontanément dans plusieurs villes. À Mississauga, à Vancouver et à Charlottetown, les participants ont indiqué que le logement est totalement inabordable et que les loyers comme les propriétés sont hors de prix. Les résidents de Calgary, quant à eux, ont dit faire face au problème inverse : les gens sont fortement touchés par la chute des prix et perdent leur maison.

L'économie canadienne dans une perspective d'avenir

La plupart des participants avaient l'impression que l'économie va poursuivre sa trajectoire actuelle. Personne n'avait d'opinion tranchée quant aux 12 prochains mois; les participants étaient généralement d'avis que rien ne laisse présager une éventuelle dégradation de l'économie. Ceux qui ont dit trouver que tout va bien sont persuadés que les choses vont continuer ainsi, tandis que ceux qui ont affirmé que l'économie se porte mal ne prévoient pas non plus de changement dans la situation, avançant notamment que les prix vont continuer à être trop élevés et qu'ils vont toujours avoir de la difficulté à joindre les deux bouts. Dans la plupart des villes, cela signifie une croissance économique modeste et un taux de chômage toujours bas.

À Calgary, les participants se sont montrés plutôt pessimistes et ont dit s'attendre à ce que la récession dans le secteur pétrolier et gazier se poursuive. Même si la plupart des participants jugent que l'économie est demeurée stable au cours des dernières années, une certaine inquiétude s'est manifestée quant à la possibilité

que des jours plus sombres se dessinent à l'horizon. Les participants ont mentionné la présence de certains risques pour l'économie dans l'année à venir associés aux incertitudes causées par l'imprévisibilité de l'administration américaine, les guerres commerciales ainsi que les contrecoups du Brexit et d'autres enjeux internationaux. Quelques personnes ont aussi relevé que le temps est venu pour nous de vivre une récession, puisque le Canada profite de la croissance économique depuis plusieurs années. Ils ont avancé la possibilité que nous nous trouvions à la fin d'un cycle économique et que nous nous apprêtons maintenant à redescendre. Plusieurs participants ont également souligné que l'endettement des ménages est très élevé au Canada, ce qui rend le pays vulnérable advenant un nouveau ralentissement de l'économie.

À Mississauga et à Vancouver surtout, les participants ont dit craindre que la « bulle » immobilière éclate et qu'elle entraîne un climat d'incertitude dans l'économie. Certains ont également exprimé leur inquiétude quant à la perception de dépenses excessives de la part du gouvernement fédéral, dépenses qui, à leur avis, ne reposent sur aucun plan stratégique visant à équilibrer le budget.

Dette et déficit

La majorité des participants, mais pas tous, étaient conscients que le gouvernement fédéral affiche actuellement un déficit budgétaire, mais plusieurs ne comprenaient pas exactement la différence entre le déficit et la dette publique accumulée. Un certain nombre de participants ont dit ignorer totalement dans quel état se trouve le budget fédéral. Plusieurs ont dit avoir l'impression que le gouvernement est toujours déficitaire et que tous les pays du monde sont dans une telle situation, des observations qui étaient aussi avancées dans les années précédentes. Certains ont simplement supposé que le déficit est inéluctable, puisque les choses ont toujours été ainsi. D'autres ont fait observer qu'il n'y a rien de mal à présenter un déficit, pourvu que les fonds soient dépensés de façon appropriée. Ces personnes ont aussi affirmé que les dépenses dans les infrastructures pourraient contribuer à renforcer l'économie à long terme. D'autre part, comme le gouvernement ne semble pas se préoccuper du déficit alors que l'économie se porte bien, certaines personnes se sont demandé ce qui se produirait advenant une récession.

Dans l'ensemble, le déficit ne représentait manifestement pas une source de préoccupation majeure pour la plupart des participants. Très peu d'entre eux en ont fait spontanément mention et, en général, cette question n'a pas été perçue comme un problème important. C'est à Calgary que le déficit a été mentionné comme source de préoccupation, et certains participants de cette ville ont dit avoir l'impression que le déficit est « énorme » et « insoutenable ». Pour la plupart des gens, il ne s'agit que d'un nombre ou d'un « mal nécessaire »; les participants se demandaient d'ailleurs en quoi la présence d'un déficit pouvait les toucher personnellement. Certains ont dit s'inquiéter vaguement de « l'énorme dette qui sera laissée à nos enfants » si le déficit n'est jamais réglé, mais, en général, ce problème n'était pas considéré comme nécessitant des mesures urgentes. Quelques participants se sont demandé ce qui arriverait si les taux d'intérêt devaient connaître une hausse importante et que le gouvernement devait payer des intérêts beaucoup plus élevés sur la dette. Plusieurs ont aussi fait observer que, même si le déficit ne les tient pas éveillés la nuit, ils s'inquiètent tout de même du fait que le gouvernement ne semble pas du tout avoir pour plan d'équilibrer le budget. Même si le déficit n'est pas perçu comme un problème important par la plupart des gens, il symbolise pour certains des dépenses inconsidérées de la part du gouvernement. Plusieurs participants ont affirmé être prêts à payer de l'impôt et à s'accommoder du déficit tant qu'ils ont l'impression que le gouvernement dépense de manière avisée et qu'il se fixe de bonnes priorités.

Même si plusieurs participants ont dit souhaiter que le gouvernement mette en place un plan pour revenir à l'équilibre budgétaire, peu d'entre eux ont manifesté l'envie d'y parvenir rapidement (par exemple, d'ici un an ou deux). Une telle mesure a été perçue comme potentiellement radicale et perturbatrice et, dans certaines régions, cela a rappelé de mauvais souvenirs de gouvernements fédéraux et provinciaux antérieurs ayant réduit considérablement le financement de certains programmes afin d'équilibrer le budget. La plupart des gens étaient d'avis que la stabilité de l'économie connaîtrait un trop grand choc si l'on tentait de parvenir à l'équilibre budgétaire rapidement, et personne ne s'est dit favorable à l'augmentation des revenus de l'État par une hausse de l'impôt. Il convient de souligner qu'à Longueuil, les participants ont réitéré que les Québécois sont déjà les plus lourdement imposés en Amérique du Nord.

C. Stress, abordabilité et qualité de vie

Sources de stress

Les participants devaient décrire ce qui constitue pour eux la plus grande source de stress. Certains facteurs ont été mentionnés dans l'ensemble des régions, tandis que d'autres étaient spécifiques à une région. Les thèmes les plus courants, soulevés dans presque tous les groupes, sont les suivants :

- Préoccupations financières, difficulté à joindre les deux bouts, coût de la vie – tout devient plus cher et les revenus n'augmentent pas au même rythme
- Endettement personnel
- Vieillesse des parents
- Caractère abordable des logements, que ce soit pour les participants mêmes ou pour leurs enfants
- Problèmes personnels (comme les conflits familiaux ou conjugaux)
- Problèmes de santé personnelle
- Surmenage, travail dans un environnement stressant ou manque de temps à consacrer à sa famille

Certaines sources de stress ont été soulevées dans certaines régions plus souvent qu'ailleurs. Par exemple, certains participants de Vancouver ont dit s'inquiéter principalement de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques, ou encore du climat d'instabilité qui règne dans le monde. À Calgary, les gens ont indiqué davantage la possibilité de perdre leur emploi ou leur domicile, ou la crainte que leurs actifs perdent de la valeur. À Mississauga, les problèmes de logement ont été soulevés par plusieurs, tout comme l'accessibilité de l'éducation postsecondaire pour les enfants. Les participants de Longueuil se sont dits stressés par la précarité de leur emploi (par exemple, des quarts de travail imprévisibles et l'absence de contrat à long terme), ainsi que par la circulation routière. À Charlottetown, certains participants ont indiqué spontanément que rien ne leur cause vraiment du stress, tandis que d'autres ont fait état de problèmes de santé.

Préoccupations financières

Comme indiqué précédemment, même si certains participants ont soulevé précisément des problèmes d'ordre financier comme principale source de stress, un certain nombre d'autres enjeux ont aussi été mis de l'avant. Tous les participants ont donc été invités à indiquer quels coûts ou quelles dépenses en particulier les préoccupent le plus. Comme lors de la discussion sur les sources de stress en général, les réponses à cette question varient quelque peu d'une communauté à l'autre. Certaines dépenses précises ont été mentionnées

dans l'ensemble des régions : le coût des aliments à l'épicerie et le coût des télécommunications (c'est-à-dire des services de téléphonie cellulaire et d'Internet). Parmi les autres soucis financiers précis, notons le prix des logements ou des loyers (en particulier à Charlottetown, à Mississauga et à Vancouver), le coût des services publics, comme les tarifs d'hydroélectricité, l'assurance automobile, les droits de scolarité et les prêts étudiants, les frais de garde d'enfants et les frais médicaux à payer (c'est-à-dire les médicaments d'ordonnance, les appareils et les services qui ne sont couverts ni par le régime public ni par les assurances privées). À Vancouver, le prix de l'essence a aussi été mentionné. Certains participants ont également relevé des préoccupations financières de nature plus générale, comme la peur de ne pas être en mesure d'épargner suffisamment pour la retraite et les paiements des intérêts sur leur dette personnelle (comme les dettes de carte de crédit).

Connaissances des mesures gouvernementales

En général, les gens étaient peu au courant des mesures précises prises par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à surmonter les problèmes d'abordabilité des logements et de coût de la vie. Quelques personnes ont relevé les prêts pour les acheteurs d'une première propriété, et certains ayant de jeunes enfants ont mentionné l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Quelques participants ont parlé de l'augmentation du montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse ou du fait que le CRTC se penche sur les tarifs des services de télécommunications. D'autres se sont vaguement souvenus de crédits d'impôt non précisés, tout en ignorant si ceux-ci sont offerts par le programme fédéral ou par les provinces. Quelques participants ont fait mention spontanément de la hausse prévue du montant personnel de base exonéré de l'impôt sur le revenu.

Lorsque questionnés précisément à propos des changements dans les taux d'imposition, plusieurs participants ont indiqué avoir entendu parler d'une certaine hausse de l'« exemption personnelle de base ». Lorsqu'on leur a expliqué que le montant personnel de base sera graduellement augmenté pour passer à 15 000 \$ d'ici 2023, ce qui permettra à la plupart des Canadiens de réaliser des économies d'impôt d'environ 300 \$ par année, environ la moitié des participants se sont rappelés avoir entendu quelque chose à ce propos. Les réactions à l'égard de cette mesure étaient très partagées. Certains participants étaient d'avis que la hausse « vaut mieux que rien » et que chaque mesure visant à les faire épargner quelques dollars constitue un pas dans la bonne direction. Cependant, la plupart ont réagi de façon plutôt défavorable, soulignant avec cynisme que cette économie ne représente pas plus d'un dollar par jour, soit une goutte d'eau dans l'océan, et que le déploiement graduel de la mesure sur trois ans ferait en sorte que personne ne la remarquerait. Certains ont avancé que les 300 \$ économisés grâce à cette mesure seraient vite dépensés en raison de la hausse des prix, et que cela compenserait à peine l'annulation de certains crédits d'impôt (comme ceux pour le transport en commun et les activités des enfants). Certaines personnes ne comprenaient pas bien le fonctionnement d'une telle mesure et ont cru que seules les personnes dont le revenu annuel est de 15 000 \$ ou moins pourraient économiser de l'argent.

Définition de la qualité de vie

Avant que ne leur soit présentée une liste de mesures gouvernementales potentielles associées à leur qualité de vie, les participants devaient indiquer ce que signifie pour eux une bonne qualité de vie. Le concept de « bonne qualité de vie » a généralement été décrit comme le fait d'être en santé et de pouvoir faire et payer les choses que l'on souhaite sans se préoccuper d'argent (et sans toutefois être riche). Plus précisément, les gens ont indiqué qu'une bonne qualité de vie consiste à ne pas dépendre de sa prochaine paie pour subvenir à ses besoins et à avoir les moyens de se payer quelques activités de divertissement et suppléments, comme des vacances, des sorties au restaurant et des événements sportifs ou culturels. D'autres ont aussi mentionné le fait de passer du temps de qualité (comme de passer moins de temps à travailler et plus de temps à s'occuper d'eux-

mêmes ou à consacrer à leur famille et à leurs enfants). Pour ces participants, une bonne qualité de vie consiste à bien concilier leur travail et leur vie personnelle et à passer du temps avec leurs amis et leur famille.

La façon dont les participants ont répondu à cette question variait d'une région à l'autre. À Charlottetown, les gens étaient plus susceptibles de mentionner le fait d'être aimé et d'être entouré d'amis et de membres de leur famille qui les soutiennent. À Calgary, l'accent était davantage mis sur la sécurité financière et l'absence de dettes. À Vancouver, certains ont mentionné que le fait de vivre dans un environnement sain (de l'air et de l'eau de bonne qualité et une multitude d'espaces verts) joue pour beaucoup dans la qualité de vie. Certains participants ont aussi relevé que l'accès aux systèmes publics d'éducation et de soins de santé de même que le simple fait de vivre dans une société libre et démocratique sont des caractéristiques d'une bonne qualité de vie.

Soutien en matière de politiques

Une liste de neuf politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place a été présentée aux participants. Ceux-ci devaient sélectionner les trois qui sont les plus importantes pour eux, personnellement. La liste présentée comprenait les éléments suivants :

- Augmenter les montants des prestations de survivant du RPC ou du RRQ
- Augmenter les montants des bourses canadiennes pour étudiants
- Mettre sur pied un programme national d'assurance médicaments
- Améliorer l'accès aux services de soins de santé mentale
- Améliorer l'accès aux médecins de famille et aux infirmières ou infirmiers praticiens
- Rendre les prestations parentales non imposables
- Augmenter les montants du Programme de la sécurité de la vieillesse
- Investir dans les soins liés à la toxicomanie
- Augmenter les montants de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE)

Les mesures les plus populaires et les plus souvent choisies sont l'augmentation des montants du Programme de la sécurité de la vieillesse, de même que les trois mesures associées aux soins de santé, soit un meilleur accès aux médecins de famille et aux infirmières ou infirmiers praticiens, la mise sur pied d'un programme national d'assurance médicaments et un meilleur accès aux services de soins de santé mentale. Pour expliquer leurs choix de politique, les participants ont donné les raisons suivantes :

Augmenter les montants du Programme de la sécurité de la vieillesse

Cette politique a été mentionnée plus souvent que toute autre, principalement parce qu'il s'agit de l'une des mesures les plus universelles de la liste. Tout le monde vieillit et finit par recevoir des prestations de la Sécurité de la vieillesse. Plusieurs participants ont souligné qu'avec la disparition des régimes de retraite, de plus en plus de Canadiens devront dépendre du Régime de pensions du Canada et du Programme de la Sécurité de la vieillesse, et les montants versés actuellement sont beaucoup trop bas pour fournir à une personne âgée moyenne ayant vécu d'une paie à l'autre les moyens nécessaires pour subvenir à ses besoins durant sa retraite. Plusieurs participants ont indiqué avoir des parents vieillissants, soulignant que toute augmentation des

prestations du Programme de la sécurité de la vieillesse aiderait à réduire le fardeau qui leur incomberait, puisque leurs parents seraient ainsi plus indépendants.

Améliorer l'accès aux médecins de famille et aux infirmières ou infirmiers praticiens

La question de l'accès à un médecin de famille a aussi été soulevée souvent dans certaines régions. Ce problème revêt en particulier une importance majeure à Vancouver, à Longueuil et à Charlottetown; les participants de ces régions avaient donc tendance à souhaiter que des mesures soient prises par le gouvernement pour corriger cette situation. Dans ces villes, plusieurs ont raconté des témoignages personnels quant à l'impossibilité de trouver un médecin de famille, et les gens étaient d'avis que le système de santé devrait traiter ce problème en priorité. À Calgary et à Mississauga, les participants ne semblaient pas avoir l'impression qu'il s'agit d'un problème à l'échelle locale.

Mettre sur pied un programme national d'assurance médicaments

Cette politique était parmi les plus populaires à l'échelle du pays, même à Longueuil et à Vancouver, qui se situent dans des provinces où le régime public d'assurance médicaments est plutôt complet. Plusieurs participants ont déjà eu à assumer les coûts de médicaments d'ordonnance ou connaissent des gens dont c'est le cas, et ils ont trouvé cela très cher. Certains ont mentionné qu'à tout le moins, les médicaments des personnes atteintes d'une maladie « grave » devraient être couverts (par exemple, l'insuline pour les diabétiques ou les médicaments pour les personnes atteintes d'un cancer). D'autres ont aussi relevé que les régimes provinciaux ne couvrent pas tous les mêmes médicaments. À Longueuil, l'intérêt à l'égard d'une telle politique découlait principalement de préoccupations pour les Canadiens résidant dans les provinces n'offrant pas la même couverture que le Québec. Tous se sont entendus pour dire qu'aucun Canadien ne devrait avoir à se passer des médicaments nécessaires à sa santé parce qu'il n'a pas les moyens de les payer. Quelques participants mieux informés à propos de l'assurance médicaments ont fait observer que l'existence d'un régime national placerait le Canada en meilleure position pour négocier avec les sociétés pharmaceutiques, ce qui entraînerait une baisse du prix des médicaments pour *tous*.

Améliorer l'accès aux services de soins de santé mentale

Plusieurs participants ont aussi choisi l'accès aux services de santé mentale comme mesures à mettre en place. Il semble y avoir un consensus selon lequel ce secteur du système public de soins de santé est nettement déficient, et les gens ont parlé de la difficulté d'accéder à des professionnels en santé mentale au sein du système. Plusieurs des participants qui ont sélectionné cette mesure comme priorité ont aussi tracé un lien entre l'accès aux services de santé mentale et l'amélioration de la sécurité dans les communautés, faisant observer que les problèmes de santé mentale non traités font souvent augmenter le taux de criminalité.

Il convient de noter que ces séances de discussion ont eu lieu durant la semaine où Bell Canada faisait la promotion de sa campagne de sensibilisation à la santé mentale, *Bell Cause pour la cause*. Il est donc possible que cet enjeu ait occupé davantage l'esprit des gens. Quelques participants qui ont indiqué NE PAS souhaiter que le gouvernement investisse davantage dans les programmes concernant la toxicomanie étaient d'avis que des investissements accrus dans la santé mentale pourraient empêcher plusieurs personnes de se tourner vers la drogue.

Augmenter les montants des bourses canadiennes pour étudiants

Cette mesure a été choisie par quelques participants qui étaient eux-mêmes aux études ou dont les enfants fréquentaient le collège ou l'université, et donc qui étaient directement touchés par cet enjeu. Certains ont aussi fait observer qu'un meilleur accès à l'éducation supérieure profiterait à tous les Canadiens. Ceux qui ont sélectionné cette mesure se sont entendus pour dire que ce sont les bourses qui devraient être bonifiées, et non les prêts.

Augmenter les montants des prestations de survivant du RPC ou du RRQ

Seules quelques personnes ont choisi cette politique. La plupart des participants comprenaient mal en quoi consistent les prestations de survivant. Ceux qui ont dit se préoccuper du bien-être des personnes âgées étaient beaucoup plus susceptibles de choisir l'augmentation générale des prestations de la Sécurité de la vieillesse.

Investir dans les soins liés à la toxicomanie

Outre quelques participants qui ont mentionné la nécessité de gérer la crise de la dépendance aux opioïdes, très peu ont choisi cette mesure. En fait, les participants étaient plus enclins à s'opposer à l'idée que le gouvernement investisse davantage dans le traitement de la toxicomanie, plusieurs étant d'avis qu'il serait plus utile d'affecter les fonds aux services en santé mentale. Certains ont relevé que cette mesure du gouvernement servirait à faire face aux conséquences imprévues de la légalisation du cannabis. D'autres, toutefois, ont avancé que ces types de programmes ne concernent pas simplement la dépendance au cannabis, mais bien toutes sortes de dépendances, et donc qu'une telle mesure est pertinente et importante.

Augmenter les montants de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE)

Relativement peu de participants ont considéré l'augmentation des montants de l'ACE comme une priorité. Ce sont ceux avec de jeunes enfants, et donc qui profiteraient personnellement d'une telle politique, qui l'ont sélectionnée. Il convient de noter que certaines personnes avaient déjà mentionné la bonification de l'ACE comme mesure récemment mise en place par le gouvernement; il est donc possible que les participants aient eu l'impression que cet enjeu avait déjà été réglé.

Rendre les prestations parentales non imposables

Seul un petit nombre de participants ont choisi cette politique. La plupart comprenaient mal en quoi consistent les prestations parentales.

D. Transition vers une économie propre**Mesures gouvernementales en matière de changements climatiques**

La vaste majorité des participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral n'en fait pas suffisamment pour lutter contre les changements climatiques. Certains ont fait observer que le gouvernement a beaucoup parlé de cet enjeu sans toutefois prendre de mesures concrètes à cet égard. D'autres savaient que le gouvernement a imposé une taxe sur le carbone à l'échelle du pays et avaient une vague connaissance des autres mesures mises en place. Toutefois, même les participants capables de nommer des mesures précises ont laissé entendre que rien de ce que fait le gouvernement ne peut être considéré comme « suffisant » tant que les changements climatiques continuent de s'aggraver. Certains participants, en particulier à Longueuil et à Vancouver, ont

souligné que le gouvernement prétend se préoccuper du climat alors qu'il vient de dépenser des milliards de dollars pour un pipeline. Ils ont dit trouver ce comportement contradictoire et ont fait état du manque de véritable engagement à lutter contre les changements climatiques. Certains ont indiqué que le gouvernement n'a pas atteint ses cibles, et que celles-ci ont été fixées par le gouvernement précédent.

Quelques participants qui s'intéressaient beaucoup moins à la question du climat ont dit trouver que le gouvernement en fait suffisamment à cet égard, parce qu'ils se souvenaient vaguement d'avoir entendu parler de l'établissement de cibles. Calgary est la seule ville où quelques personnes ont indiqué que le gouvernement en fait trop. Ces participants avaient tendance à s'opposer à l'imposition d'une taxe sur le carbone. Ils se sont dit préoccupés par l'arrêt de la construction du pipeline et jugeaient injuste le fardeau imposé au Canada dans la lutte contre les changements climatiques, puisque d'autres pays en développement n'y contribuent pas suffisamment.

Plusieurs participants ont affirmé que, bien que le gouvernement en ait beaucoup à faire, chaque personne doit aussi faire des efforts (par exemple, en achetant des produits d'ici, en recyclant davantage, en réduisant son utilisation des emballages de plastique, en utilisant moins son véhicule ou en se procurant une voiture électrique). La conversation sur les changements climatiques a souvent amené les participants à parler de pollution en général (c'est-à-dire de recyclage, de l'utilisation de sacs de plastique et de la qualité de l'air et de l'eau).

Incidence économique des mesures gouvernementales en matière de changements climatiques

En ce qui concerne les répercussions économiques, plusieurs participants ont fait observer que les changements climatiques pourraient nuire grandement à l'économie, mais que les mesures prises pour les contrer pourraient profiter à l'économie du pays. Bien que certaines personnes aient reconnu la possibilité que le secteur pétrolier et gazier en souffre à court terme, elles étaient d'avis qu'à long terme, la lutte contre les changements climatiques constitue un avantage sur le plan économique. En effet, cela pourrait encourager l'innovation, entraînant le développement de l'énergie verte et la création de moyens plus efficaces de faire les choses. Certains étaient d'avis que le Canada pourrait devenir un chef de file mondial dans le domaine de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie plus propres. Certains ont avancé que la lutte contre les changements climatiques pourrait avoir un effet mitigé sur l'économie : certains secteurs vont en souffrir alors que d'autres vont prospérer. Toutefois, au bout du compte, le Canada pourrait profiter de telles mesures parce que notre environnement, notre santé et notre qualité de vie s'en trouveraient améliorés.

Même à Calgary, plusieurs participants estimaient qu'à long terme, le Canada aurait avantage à s'attaquer au problème des changements climatiques et à prendre les devants en passant à une économie à faibles émissions de carbone. En général, les gens ont dit avoir bon espoir que le Canada réussira à tourner la situation à son avantage. Certains ont noté que progressivement, le prix de l'essence, de la viande et des téléphones cellulaires pourrait augmenter, mais que nous allions nous adapter.

Signification de l'énergie propre et répercussions sur le secteur pétrolier et gazier

Lorsqu'invités à indiquer ce que signifie pour eux la transition vers des sources d'énergie propre, les participants ont eu tendance à décrire l'utilisation accrue des formes d'énergie renouvelable et à faibles émissions de carbone, comme l'énergie solaire et éolienne, ou à parler de véhicules électriques. Ils ont pratiquement tous perçu une telle transition comme étant favorable, donnant la possibilité au Canada d'avoir une incidence plus positive sur le monde. Plusieurs ont dit avoir bon espoir que le Canada deviendra un chef de file mondial dans le domaine de l'énergie propre. Bon nombre d'entre eux ont aussi parlé de la transition vers les sources d'énergie plus propre du point de vue des individus, par exemple en chauffant les domiciles au moyen de sources d'énergie plus propres, en conduisant des voitures électriques ou en améliorant l'accès au transport en commun

et aux pistes cyclables. Même à Calgary, où l'économie locale dépend encore largement du pétrole et du gaz, la plupart des participants percevaient la transition vers des énergies propres comme une mesure positive s'inscrivant dans la diversification de l'économie.

À l'extérieur de Calgary, la majorité des participants étaient peu conscients des conséquences qu'aurait la transition vers des sources d'énergie propre sur le secteur du pétrole et du gaz. La plupart étaient d'avis que cette industrie « appartient au passé » et qu'il est nécessaire de passer à une nouvelle économie. Certains ont avancé que dans 20 ans, la plupart des véhicules seront alimentés par l'électricité et que la demande de pétrole connaîtra une baisse. D'autres ont affirmé qu'il y aura toujours une grande demande pour les produits pétroliers dans un avenir prévisible. À Calgary, plusieurs participants ont relevé que l'économie du Canada sera toujours fondée sur les ressources naturelles et que les gens continueront de préférer l'énergie bon marché.

Indicateurs du succès de la lutte contre les changements climatiques

Aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir quels seraient les meilleurs indicateurs du succès du Canada dans la lutte contre les changements climatiques. Plusieurs ont eu de la difficulté à comprendre la question ou ont confondu les changements climatiques et le simple fait d'avoir un environnement plus propre en général, mentionnant l'amélioration de la qualité de l'air et la diminution du smog. Certains participants mieux informés en matière de changements climatiques ont indiqué qu'un bon indicateur de succès serait la preuve que le Canada a atteint ses cibles de réduction des GES conformément à l'Accord de Paris. D'autres ont affirmé que la seule véritable façon de prouver que les efforts portent leurs fruits serait de constater l'arrêt de la fonte des glaciers et des calottes polaires, la diminution du nombre d'événements météorologiques extrêmes et la preuve que le pire est derrière nous. Certains participants ont aussi avancé que le succès pourrait être mesuré par un changement concret du comportement humain : moins de véhicules sur les routes, une utilisation moindre du plastique et une augmentation des ventes de véhicules électriques.

Appui à l'égard de politiques précises liées aux changements climatiques

Une liste de 11 politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour lutter contre les changements climatiques a été présentée aux participants. Ceux-ci devaient sélectionner les trois mesures qui sont les plus importantes pour eux, personnellement. La liste présentée comprenait les éléments suivants :

- Rendre les véhicules à émission zéro plus abordables
- Aider les Canadiens à rendre leur maison plus écoénergétique et résiliente au climat
- Accroître l'utilisation d'énergie renouvelable et interconnecter les réseaux électriques d'un océan à l'autre
- Travailler à planter deux milliards d'arbres sur 10 ans
- Investir davantage dans les transports en commun, y compris l'électrification du réseau et des autobus scolaires
- Réduire les taux d'imposition de 50 % pour les entreprises qui développent et produisent des technologies à émission zéro
- Protéger 25 % du territoire et 25 % des océans du Canada d'ici 2025
- Prévoir un train à grande fréquence desservant les grandes villes

- Investir dans la protection des arbres contre les infestations et aider à rétablir nos forêts après les feux de forêt
- Installer jusqu'à 5 000 bornes de recharge supplémentaires pour les véhicules à émission zéro
- Mettre sur pied un programme national d'assurance à faible coût contre les inondations

En général, les participants se sont dits favorables à pratiquement toutes les mesures présentées, mais ont eu tendance à faire leurs trois choix en se basant sur les avantages qu'ils pourraient en tirer personnellement de même que sur la présence d'un lien direct avec la lutte contre les changements climatiques. Pour cette raison, les deux politiques les plus populaires consistaient à rendre les véhicules à émissions zéro plus abordables et à aider les Canadiens à rendre leur maison plus écoénergétique. Voici quelques-uns des commentaires et observations les plus souvent formulés à propos de chacune des mesures :

Rendre les véhicules à émission zéro plus abordables

Plusieurs personnes ont dit aimer l'idée de posséder une voiture électrique un jour, mais, pour le moment, le coût élevé de ces véhicules demeure le principal obstacle. Pour la plupart des participants, la lutte contre les changements climatiques est synonyme de transformation du mode de vie des individus et les émissions générées par les véhicules sont perçues comme une cause majeure de gaz à effet de serre. Quelques personnes ont relevé que même si tout le monde se mettait à conduire une voiture électrique, la production des batteries serait tout de même néfaste pour l'environnement.

Aider les Canadiens à rendre leurs maisons plus écoénergétiques et résilientes au climat

Cette mesure s'est elle aussi révélée populaire. Les gens aimeraient avoir l'impression de fournir personnellement leur part d'efforts, et cette mesure permettrait en plus d'aider les gens à économiser, puisque leur maison serait plus écoénergétique.

Accroître l'utilisation d'énergie renouvelable et interconnecter les réseaux électriques d'un océan à l'autre

Un bon nombre de participants ont choisi cette mesure parce que l'idée d'un recours accru à l'énergie renouvelable avait déjà été relevée comme étant un élément central de la lutte aux changements climatiques. Certains ont souligné que cette politique comprend potentiellement deux mesures distinctes, puis qu'un réseau électrique à l'échelle du pays n'est pas nécessairement lié à une utilisation accrue de l'énergie renouvelable.

Travailler à planter deux milliards d'arbres sur 10 ans

La plantation d'arbres était une mesure populaire parce qu'en plus d'assainir l'environnement, elle est perçue comme un moyen d'améliorer la qualité de l'air, les arbres étant les « poumons » de la terre. Certains ont noté qu'il est difficile de mettre les deux milliards d'arbres en contexte, puisque personne ne connaît le nombre d'arbres qui sont déjà plantés chaque année.

Investir davantage dans les transports en commun, y compris l'électrification du réseau et des autobus scolaires

Cette politique a présenté un certain attrait, particulièrement dans les régions telles que Vancouver et Mississauga, où l'amélioration du réseau de transport en commun est considérée comme une priorité.

Réduire les taux d'imposition de 50 % pour les entreprises qui développent et produisent des technologies à émission zéro

Cette mesure a suscité davantage la controverse. Certains ont aimé l'idée d'un allègement fiscal pour les entreprises qui développent de telles technologies. D'autres se sont dits préoccupés par ce « cadeau » fiscal et se sont demandé pourquoi les entreprises n'investiraient pas tout de même dans les technologies à émission zéro si celles-ci ont le potentiel de générer des profits.

Protéger 25 % du territoire et 25 % des océans du Canada d'ici 2025

Certains ont aimé l'idée de protéger une plus grande partie des terres et des étendues d'eau, mais ont trouvé cette politique beaucoup trop vague. Ils se sont demandé ce que cela signifie de protéger 25 % des océans, et quel pourcentage est déjà protégé.

Prévoir un train à grande fréquence desservant les grandes villes

Ce concept a suscité un certain intérêt dans les régions telles que Calgary et Mississauga, où certains participants avaient déjà entendu parler d'une liaison ferroviaire entre Calgary et Edmonton ou entre la ville de Québec et Windsor. Cependant, la plupart des participants n'ont pas considéré cette mesure comme une priorité.

Investir dans la protection des arbres contre les infestations et aider à rétablir nos forêts après les feux de forêt

Peu de participants ont choisi cette mesure, puisque pour eux, il s'agit de régler un problème après sa survenue plutôt que de prévenir les changements climatiques. Ceux qui se préoccupent des forêts étaient beaucoup plus enclins à choisir la plantation de deux milliards d'arbres.

Installer jusqu'à 5 000 bornes de recharge supplémentaires pour les véhicules à émission zéro

Peu de participants ont choisi cette option. Les gens ont indiqué que les véhicules à émission zéro doivent d'abord devenir abordables; le secteur privé installera alors inévitablement des bornes de recharge, puisqu'il y aura une forte demande à cet égard.

Mettre sur pied un programme national d'assurance à faible coût contre les inondations

La mise sur pied d'un programme d'assurance contre les inondations n'a suscité pratiquement aucun intérêt. Les gens n'étaient pas au courant de l'inaccessibilité actuelle des assurances contre les inondations. En outre, ils étaient d'avis qu'une telle mesure ne consiste pas à prévenir les changements climatiques, mais plutôt à en gérer les répercussions.

Autres mesures environnementales

Lorsqu'invités à indiquer d'autres mesures environnementales qu'ils souhaiteraient voir mises en place, les participants ont eu tendance à affirmer que le gouvernement fédéral devrait éduquer et sensibiliser les Canadiens quant à la situation actuelle en leur indiquant ce qu'ils peuvent faire pour changer les choses, développer davantage l'énergie solaire et éolienne, interdire ou réglementer de manière rigoureuse l'utilisation

du plastique à usage unique, instaurer plus de règlements pour les grands pollueurs industriels et investir davantage dans la technologie.

E. Soins de santé

Réactions à l'égard de l'assurance médicament

Le niveau de connaissance à l'égard du programme d'assurance médicaments varie d'une communauté à l'autre. Les participants de Vancouver et de Charlottetown connaissaient plutôt bien cette mesure, tandis que ceux des autres régions le connaissaient peu. La plupart des participants ayant entendu parler de ce concept savaient qu'il s'agit d'une forme de programme universel assurant l'accès gratuit aux médicaments d'ordonnance pour les Canadiens. Toutefois, ceux qui, au départ, connaissaient moins bien ce concept étaient quelque peu embrouillés et ont cru qu'il pourrait s'agir d'une bonification aux régimes d'assurance médicaments publics et privés actuels visant à inclure les médicaments coûteux qui ne sont pas couverts de façon uniforme. Certains participants de Calgary se sont demandé si un tel programme ferait en sorte qu'un organisme gouvernemental s'occuperait de fixer les prix de façon à rendre les médicaments génériques plus accessibles. La majorité des participants étaient au courant que de nombreux Canadiens doivent actuellement payer leurs médicaments de leur poche, qu'ils en aient ou non les moyens. Certains ont relevé la disparité actuelle des programmes et régimes d'assurance médicaments offerts dans les différentes provinces et par différents employeurs, et le fait que ces régimes ne couvrent pas tous les médicaments essentiels.

En général, les participants ont convenu qu'au Canada, nul ne devrait avoir à se priver des médicaments d'ordonnance nécessaires à sa santé en raison de son incapacité à payer. Plusieurs ont indiqué que la mise en place d'un système public destiné à couvrir le coût des médicaments est la bonne approche à adopter. Plusieurs participants ont partagé des témoignages personnels ou à propos de proches ayant dû payer des sommes exorbitantes pour se procurer de l'insuline ou d'autres médicaments ou appareils médicaux coûteux. Certains se sont dits inquiets de la possibilité qu'un système d'assurance médicaments gratuit mène à des abus et que les gens deviennent surmédicamentés. Ces personnes étaient d'avis qu'un tel système, plutôt que de couvrir tous les médicaments, devrait plutôt se concentrer sur les médicaments servant à traiter les problèmes les plus graves et les plus courants, comme le diabète ou le cancer. Même si le programme national d'assurance médicaments est susceptible d'entraîner des coûts de départ considérables pour le gouvernement, plusieurs participants étaient d'avis qu'une telle mesure permettra au bout du compte de réaliser des économies, puisque les gens pourront prendre les médicaments dont ils ont besoin et resteront ainsi en meilleure santé. Le gouvernement pourrait également être en mesure de négocier des prix de gros plus avantageux auprès des sociétés pharmaceutiques. En général, l'amélioration de l'accès aux médicaments d'ordonnance pour tous les Canadiens a été perçue comme un exemple de ce à quoi devrait servir l'argent des contribuables.

Pour la séance de Longueuil, cette question a été posée dans une province déjà dotée d'un régime d'assurance médicaments quasi universel : la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Les participants de ce groupe ont reconnu bénéficier d'une couverture adéquate par l'intermédiaire de la RAMQ, mais ils se sont tout de même montrés favorables à un programme national pour que les autres Canadiens puissent profiter d'un accès semblable aux médicaments. Plusieurs se sont dits conscients du fait que plusieurs Canadiens ne font pas exécuter leurs ordonnances parce qu'ils n'en ont pas les moyens, et que cette réalité, au bout du compte, entraîne davantage de coûts pour le système de santé.

Meilleur accès aux médecins de famille

Comme mentionné précédemment, l'importance accordée au problème de l'accès à un médecin de famille varie considérablement d'une ville à l'autre. À Vancouver, à Longueuil et à Charlottetown, les participants ont relevé la grande difficulté dans leur région de trouver un médecin de famille. Ailleurs, cet enjeu était moins problématique. Lorsqu'invités à indiquer ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour assurer l'accès des Canadiens à un médecin de famille, plusieurs n'ont formulé aucune recommandation précise, ce problème étant considéré comme complexe. Certains ont indiqué qu'il faudrait embaucher davantage de médecins, mais ce problème est considéré comme relevant largement des provinces. D'autres ont affirmé qu'il faudrait permettre aux infirmières et infirmiers praticiens et aux pharmaciens d'accomplir certaines des tâches qui relèvent actuellement de la compétence exclusive des médecins. Parmi les autres suggestions formulées, notons le fait d'autoriser les médecins à travailler autant qu'ils le souhaitent, de rendre les études en médecine plus abordables et plus accessibles, de reconnaître davantage les titres de compétences étrangers, d'inciter un plus grand nombre de médecins à immigrer au Canada et de modifier la structure de rémunération et d'imposition des médecins pour empêcher ceux-ci d'aller travailler aux États-Unis, où certains semblent croire que les revenus ne sont soumis à aucune limite et que les impôts sont moins lourds.

Autres priorités en matière de santé

Lorsque questionnés au sujet des autres priorités du domaine de la santé pour le gouvernement canadien, les participants se sont dits incertains quant au rôle exact du fédéral dans la prestation des soins de santé. Cela dit, les gens ont formulé diverses suggestions, comme de créer davantage de programmes liés à la santé mentale, d'ajouter de l'équipement médical (par exemple, des appareils d'imagerie par résonance magnétique), d'embaucher plus de personnel dans les hôpitaux (on a relevé le fait qu'il existe de nombreux hôpitaux, mais que le personnel ne suffit pas à les utiliser au maximum de sa capacité) et de renforcer les mesures de prévention et de promotion de la santé. Il a été noté qu'idéalement, le gouvernement devrait aider les gens à demeurer en santé afin de diminuer le recours aux soins primaires. Les gens étaient aussi d'avis qu'il devrait y avoir davantage d'écoles de médecine et de médecins, que des mesures devraient être mises en place pour réduire le temps d'attente pour les interventions médicales et qu'il devrait y avoir un plus grand nombre d'établissements de soins de longue durée.

F. Sécurité communautaire

Perception des « communautés sécuritaires »

Lorsque le concept de « communautés plus sécuritaires » a été abordé, la plupart des participants ont fait observer que cela peut s'appliquer à plusieurs aspects de la sécurité. Il peut s'agir de la protection contre le crime, mais aussi contre les catastrophes naturelles, la conduite dangereuse et la pollution de l'environnement, sans oublier une présence policière visible, l'accessibilité aux services d'urgence et d'incendie et la possibilité pour les gens de se promener sans avoir peur. Pour certains, une communauté plus sécuritaire est une question de vivre ensemble et de soutien (par exemple, où les gens font du bénévolat et où tous travaillent ensemble pour assurer la solidité de la communauté).

Les participants de toutes les régions ont indiqué en général vivre dans une communauté relativement sécuritaire, et il apparaît clairement que cet enjeu ne constitue pas une préoccupation de premier plan. À Charlottetown, les gens ont indiqué que leur communauté était déjà si sécuritaire qu'ils ne verrouillent jamais leurs portes. Dans d'autres régions, il a été question de problèmes de santé mentale et de toxicomanie donnant lieu à un plus grand nombre de délits mineurs. À Vancouver, les participants ont relevé que les crimes les plus

courants sont les vols à l'intérieur des véhicules. Les participants ont aussi eu tendance à attribuer le problème de sécurité à d'autres secteurs de la région métropolitaine où ils demeurent. Par exemple, à Mississauga et à Longueuil, certains ont indiqué que les problèmes de crime et de sécurité concernent davantage Toronto et Montréal, respectivement. À Vancouver, les gens ont dit avoir l'impression que leur ville de résidence est plutôt sécuritaire, mais ils ont entendu parler de problèmes de gang de rue à Surrey.

Mesures gouvernementales visant à accroître la sécurité des communautés

La question sur les mesures que les participants voudraient voir mises en place par le gouvernement fédéral pour rendre les communautés plus sécuritaires a souvent entraîné une certaine confusion quant à savoir ce qui relève de la compétence fédérale et ce qui nécessiterait de faire appel aux services de police locaux. Ceux qui ont dit souhaiter que le gouvernement prenne des mesures à cet égard ont mentionné l'augmentation de la présence policière dans les rues, des lois plus strictes pour s'assurer que les criminels restent en prison, des investissements accrus dans la santé mentale et la toxicomanie, l'installation d'un plus grand nombre de caméras en circuit fermé et un meilleur éclairage des voies publiques. Certains ont formulé des commentaires plus généraux à propos de la réduction de la pauvreté, de l'itinérance et de la toxicomanie, qui sont considérés comme des facteurs contribuant au crime. Seuls quelques participants ont mentionné spontanément le contrôle des armes à feu dans ce contexte. Cela dit, il est important de souligner que la sécurité n'est pas considérée comme une importante préoccupation pour la majorité des participants et que, à leur avis, il ne devrait pas s'agir d'une priorité pour le gouvernement fédéral.

Lorsque des mesures précises leur ont été présentées, les participants se sont dits favorables à l'interdiction des armes d'assaut de style militaire et aux investissements visant à aider les villes à combattre la violence liée aux gangs de rue; ces enjeux n'étaient toutefois pas perçus comme des préoccupations majeures dans leur propre communauté. Les participants ont été étonnés d'apprendre que les armes d'assaut de style militaire ne sont pas déjà illégales au Canada. L'interdiction de ce type d'armes a fait l'objet d'un vaste consensus, et plusieurs personnes ont affirmé que les armes de poing devraient aussi être interdites. Il est toutefois évident que, pour la plupart des gens, la volonté de voir les armes d'assaut de style militaire interdites provient d'une certaine répugnance à l'égard des armes à feu en général et de la « culture des armes à l'américaine », une répugnance s'inscrivant dans leurs valeurs mêmes, plutôt que d'un moyen pour eux de se sentir plus en sécurité ou de rendre leur propre communauté plus sûre. Les participants avaient l'impression que le Canada dispose déjà de règles strictes en matière de contrôle des armes à feu, et plusieurs en étaient fiers, considérant qu'une telle politique distingue le Canada des États-Unis.

Lorsque questionnés plus en détail à ce sujet, les participants ont manifesté un soutien généralisé à l'égard des mesures visant à freiner la circulation d'armes à feu à nos frontières et à aider les villes à combattre la violence liée aux gangs de rue, et ce, même si le problème des gangs a rarement été relevé comme source de préoccupation dans ces communautés.

II. Constatations détaillées – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

L'état actuel de l'économie canadienne

Un peu plus de quatre personnes sur dix perçoivent d'un œil favorable l'état actuel de l'économie; près de deux personnes sur dix en ont une opinion négative, ce qui représente une hausse par rapport à l'année passée.

Plusieurs questions ont été posées au sujet du bien-être économique actuel. Les personnes interrogées devaient répondre à ces questions à l'aide d'une échelle allant de 1 (désastreux) à 10 (excellent) pour chacun des facteurs présentés.

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, un peu moins de cinq répondants sur dix le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), trois personnes sur dix se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et près de deux personnes sur dix sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4). Les perceptions à l'égard de l'économie en janvier 2020 sont comparables à celles de février 2019, puisque tant les opinions positives que négatives sont demeurées au même niveau. Ces résultats correspondent de près à ceux observés dans le cadre de la phase qualitative, qui laissait aussi entendre que la plupart des gens sont plutôt satisfaits de l'état actuel dans lequel se trouve l'économie canadienne.

État actuel de l'économie

Date	Perception positive (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)
Janvier 2020	45 %	32 %	19 %
Février 2019	43 %	37 %	18 %
Janvier 2018	48 %	38 %	13 %
Septembre 2017	48 %	36 %	15 %
Octobre 2016	37 %	41 %	20 %
Février 2016	23 %	46 %	31 %
Février 2015	40 %	43 %	17 %
Janvier 2014	46 %	41 %	12 %
Janvier 2013	52 %	38 %	10 %
Février 2012	47 %	40 %	12 %
Février 2011	47 %	41 %	11 %
Février 2010	34 %	48 %	17 %
Novembre 2009	36 %	47 %	17 %

Q2a Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie canadienne? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Les réponses sont généralement semblables dans la plupart des sous-groupes de la population, à quelques exceptions près. Le fait de percevoir positivement l'état de l'économie nationale (notes de 7 à 10) est plus courant au Québec (58 %) et en Colombie-Britannique (51 %), et moins répandu en Alberta (21 %) et en Saskatchewan (30 %), bien que cette dernière affiche une hausse des résultats depuis 2019. Dans la présente vague, les hommes sont plus susceptibles que les femmes de croire que l'économie se porte bien, mais les opinions varient peu en fonction de l'âge. Les perceptions positives continuent d'être liées à des revenus de

ménage plus élevés et à un plus haut niveau de scolarité; elles sont aussi plus répandues chez les locuteurs d'une autre langue que l'anglais ainsi que chez les personnes qui affirment, plus loin dans le sondage, jouir personnellement d'une bonne situation financière.

Les économies provinciales

Les résidents de la Colombie-Britannique et du Québec demeurent les plus positifs quant à l'état de l'économie de leur province, tandis que les Albertains demeurent les plus négatifs à ce sujet.

Le nombre de Canadiens qui estiment que l'économie de leur province se porte bien a généralement augmenté depuis février 2019, à quelques exceptions près. Dans la présente vague, plus de la moitié des Québécois estiment que leur économie se porte bien (55 % de la population lui attribuant une note de 7 ou plus); la Colombie-Britannique suit de près, avec 53 % des répondants. À l'opposé, les résidents de l'Alberta (9 %, un résultat semblable aux 12 % de 2019) et du Canada atlantique (20 %, un résultat pratiquement inchangé) s'avèrent les moins positifs quant à l'état actuel de leur économie provinciale. Les Manitobains sont un peu moins susceptibles qu'en 2019 d'accorder une note positive à l'économie de leur province, tandis que les opinions en Ontario demeurent inchangées.

Comparaison des économies provinciales

% de notes positives (7 à 10)

Date	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	Atl.
Janvier 2020	53 %	9 %	29 %	28 %	35 %	55 %	20 %
Février 2019	46 %	12 %	24 %	34 %	36 %	48 %	21 %
Janvier 2018	55 %	25 %	34 %	38 %	39 %	41 %	17 %
Septembre 2017	47 %	18 %	35 %		36 %	40 %	20 %
Octobre 2016	53 %	12 %	39 %	28 %	31 %	31 %	16 %
Février 2016	46 %	10 %	42 %	47 %	26 %	18 %	9 %
Juin 2015	48 %	38 %	72 %	31 %	33 %	23 %	17 %
Février 2015	49 %	36 %	63 %	29 %	33 %	18 %	19 %
Janvier 2014	40 %	79 %	85 %	43 %	33 %	24 %	25 %
Octobre 2013	50 %	79 %	78 %	44 %	36 %	26 %	29 %
Août 2013	43 %	79 %	85 %	39 %	34 %	30 %	22 %
Mai 2013	37 %	76 %	77 %	40 %	32 %	33 %	21 %

Q2b Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

L'impression d'une économie provinciale en santé est un peu plus répandue chez les répondants ayant poursuivi des études postsecondaires de même que chez les hommes. Les perceptions positives sont aussi légèrement plus courantes chez les répondants qui disent jouir personnellement d'une bonne situation financière et chez ceux qui croient que l'économie canadienne dans son ensemble se porte bien.

Le prix de l'essence

Par rapport à l'année dernière, un nombre légèrement inférieur de Canadiens estiment que le prix actuel de l'essence est avantageux, mais les perceptions positives à cet égard demeurent supérieures à celles observées en 2018 et lors des années précédentes.

Quatre Canadiens sur dix évaluent négativement le prix actuel de l'essence (notes de 1 à 4 sur une échelle de 10 points), trois personnes sur dix demeurent neutres (notes de 5 ou 6) et un peu plus de deux personnes sur dix lui accordent une note positive (notes de 7 à 10). Le pourcentage de notes positives a diminué depuis l'année dernière (22 % par rapport à 29 %), mais il demeure plus élevé qu'en janvier 2018.

Prix actuel de l'essence

Date	Note positive (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Note négative (1 à 4)	Incertain(e)
Janvier 2020	22 %	31 %	39 %	8 %
Février 2019	29 %	29 %	36 %	6 %
Janvier 2018	15 %	26 %	54 %	4 %
Septembre 2017	18 %	25 %	54 %	1 %

Q2c Comment évaluez-vous le prix actuel de l'essence? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez ce prix désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Dans la présente vague, les opinions positives à l'égard du prix de l'essence sont un peu plus répandues en Alberta (33 %) et au Manitoba (31 %) que dans les autres provinces (de 13 % à 24 %), de même que chez les diplômés universitaires (27 %), les personnes ayant l'impression que l'économie canadienne se porte bien (37 %) et les répondants qui disent jouir personnellement d'une bonne situation financière (34 %).

B. Situation financière personnelle

Évaluation de la situation financière personnelle des Canadiens

Le pourcentage de Canadiens qui qualifient leur propre situation financière de bonne demeure stable.

Les Canadiens évaluent leur situation financière personnelle de façon comparable aux années passées : un peu plus de la moitié des répondants l'évalue de façon positive (notes de 7 à 10), une personne sur quatre affirme être neutre à cet égard (notes de 5 ou 6) et un peu moins de deux personnes sur dix disent que leur situation est mauvaise (notes de 1 à 4).

Évaluation de la situation financière personnelle

Date	Note positive (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Note négative (1 à 4)	Incertain(e)
Janvier 2020	54 %	25 %	18 %	3 %
Février 2019	53 %	27 %	17 %	3 %
Janvier 2018	53 %	27 %	17 %	3 %
Septembre 2017	51 %	30 %	16 %	3 %
Octobre 2016	51 %	30 %	18 %	1 %
Février 2016	53 %	29 %	18 %	-

Q2c Comment évaluez-vous l'état actuel de votre situation financière personnelle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Dans la présente vague, les répondants les plus susceptibles d'indiquer jouir d'une bonne situation financière résident au Québec (59 %), en Ontario (58 %) et au Manitoba (57 %), tandis que les répondants qui sont les moins de cet avis se trouvent en Alberta (42 %) et en Saskatchewan (39 %). Les hommes (57 %) sont aussi un peu plus nombreux que les femmes (51 %) à juger favorablement leur propre situation financière. L'état autodéclaré de la situation financière personnelle varie en fonction de l'âge : les répondants âgés de 18 à 34 ans (48 %) l'évaluent de façon moins favorable que ceux âgés de 35 ans et plus (56 %). Comme l'année dernière, plus les répondants gagnent un revenu de ménage élevé, plus leur évaluation est positive; on passe ainsi d'un faible 34 % chez les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ à un impressionnant 80 % chez celles dont le revenu est de 150 000 \$ ou plus. Le fait d'évaluer positivement sa situation financière personnelle est aussi lié au fait de travailler à temps plein (59 %) ou d'être à la retraite (56 %), d'être plus scolarisé (63 % chez les diplômés universitaires), de juger que l'économie canadienne se porte bien (74 %) et d'être propriétaire (61 %, comparativement à 41 % chez les locataires).

Abordabilité et coût de la vie

Parmi les répondants concernés par les dépenses indiquées, près de trois sur dix jugent les médicaments d'ordonnance très abordables, probablement parce qu'ils bénéficient d'un régime d'assurance médicaments. Environ une personne sur dix seulement estime que les achats d'épicerie, les dépenses associées aux enfants et le tarif des services Internet à la maison sont très abordables.

Les Canadiens devaient évaluer le caractère abordable de plusieurs dépenses courantes au moyen d'une échelle de 1 (pas du tout abordable) à 10 (totalement abordable). Les intervieweurs ont aussi consigné les réponses « je ne sais pas » et « sans objet » de façon à tenir compte des répondants incapables de fournir une évaluation personnelle quant au caractère abordable d'un type de dépenses. Puisque des pourcentages relativement élevés de répondants ont indiqué ne pas avoir de dépenses relatives aux médicaments d'ordonnance (14 %) ou aux enfants (50 %), le tableau ci-dessous tient compte seulement de ceux pour qui chacun des types de dépenses s'applique.

Un peu moins de trois personnes sur dix trouvent les médicaments d'ordonnance très abordable (notes de 9 ou 10), et près de six personnes sur dix (56 %) les jugent au moins modérément abordables (soit une note de 7 à 10). Ces résultats représentent probablement le pourcentage relativement élevé de Canadiens qui bénéficient d'un régime d'assurance médicaments. En revanche, environ deux fois moins de répondants (13 %) estiment que leurs achats d'épicerie hebdomadaires sont très abordables (41 % trouvent que ces achats sont au moins modérément abordables), et un pourcentage semblable partagent cet avis quant au coût mensuel des services Internet (12 % le trouvent très abordable et 34 % le trouvent modérément abordable). De la même façon, un répondant sur dix parmi ceux qui élèvent des enfants estime que les coûts associés sont très abordables (37 % les trouvent au moins modérément abordables).

Évaluation du caractère abordable de certains éléments, chez les répondants pour qui ces dépenses s'appliquent

Coûts	Très abordable (9 et 10)	Abordable (7 et 8)	Neutre (5 et 6)	Pas très abordable (3 et 4)	Pas du tout abordable (1 et 2)
Médicaments d'ordonnance (n = 1 742)	28 %	28 %	22 %	12 %	9 %
Achats d'épicerie hebdomadaires pour le ménage (n = 1 977)	13 %	28 %	33 %	18 %	7 %
Service Internet mensuel (n = 1 823)	12 %	22 %	28 %	23 %	16 %
Coûts pour élever des enfants (n = 909)	11 %	27 %	30 %	20 %	12 %

Q2a Dans quelle mesure les éléments suivants sont-ils abordables pour vous, personnellement, s'il y a lieu? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout abordable et 10, que c'est totalement abordable.

En général, le caractère abordable de chacun de ces types de dépenses est perçu de façon semblable à l'échelle du pays et dans les différents sous-groupes de la population. Font exception les médicaments d'ordonnance, qui sont le plus souvent considérés comme très abordables en Ontario (35 %), en Colombie-Britannique (32 %) et dans les provinces de l'Atlantique (32 %), tandis que des pourcentages plus faibles de Québécois (18 %) et d'Albertains (22 %) sont de cet avis. Sans surprise, le fait de considérer l'un ou l'autre de ces coûts comme très abordables est un peu plus répandu chez les répondants dont le revenu de ménage et le niveau de scolarité sont plus élevés de même que chez ceux qui perçoivent de façon positive leurs propres finances ou l'économie canadienne.

C. Priorités budgétaires du gouvernement

Parmi les sept priorités en matière de décisions budgétaires, les Canadiens sont plus enclins à penser que le gouvernement devrait d'abord faire en sorte que les plus nantis paient leur juste part, puis qu'il devrait rendre les communautés plus sécuritaires, aider les Canadiens à décrocher un bon emploi et lutter contre les changements climatiques.

Les Canadiens devaient indiquer, au moyen d'une échelle de 1 à 10, dans quelle mesure il est important que le gouvernement du Canada tienne compte de chacun des sept enjeux présentés dans ses décisions budgétaires. Bien que tous les enjeux soient jugés au moins plutôt importants par de fortes majorités d'au moins sept répondants sur dix, celui qui est le plus souvent considéré comme très important (notes de 9 ou 10) consiste à s'assurer que les plus nantis paient leur juste part (58 %). Environ la moitié des répondants ont également accordé cette note au fait de rendre les communautés plus sécuritaires, d'aider les Canadiens à décrocher un bon emploi et de lutter contre les changements climatiques. Un peu moins de la moitié des répondants accordent la priorité au soutien de la classe moyenne, qu'il s'agisse de rendre le coût de la vie plus abordable ou d'améliorer la qualité de vie, tandis qu'un peu plus de quatre personnes sur dix estiment qu'il est très important de mettre en œuvre un programme national d'assurance médicaments.

Enjeux	Très important (9 et 10)	Plutôt important (7 et 8)	Neutre (5 et 6)	Pas très important (3 et 4)	Pas du tout important (1 et 2)	Je ne sais pas
Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part (n = 1 004)	58 %	21 %	11 %	3 %	4 %	2 %
Rendre les communautés plus sécuritaires	49 %	30 %	13 %	3 %	2 %	2 %
Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi	48 %	33 %	11 %	3 %	3 %	2 %
Lutter contre les changements climatiques	48 %	24 %	12 %	5 %	9 %	1 %
Soutenir les familles de classe moyenne en rendant le coût de la vie plus abordable (n = 997)	45 %	33 %	14 %	4 %	3 %	1 %
Soutenir les familles de classe moyenne en améliorant leur qualité de vie (n = 1 003)	45 %	33 %	14 %	4 %	2 %	2 %
Mettre en œuvre un programme national de couverture des médicaments d'ordonnance (assurance médicaments) (n = 996)	42 %	32 %	14 %	5 %	5 %	2 %

Q2b Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.

En général, les groupes les plus enclins à considérer la majorité de ces enjeux budgétaires comme très importants (notes de 9 ou 10) sont ceux qui sont les plus susceptibles d'en tirer profit (à quelques exceptions près) : les Canadiens plus jeunes âgés de 18 à 34 ans, les femmes, les locataires, ceux dont le revenu de ménage ou le niveau de scolarité sont plus bas, les allophones, les répondants qui disent se trouver personnellement dans une mauvaise situation financière ou qui disent appartenir à la classe défavorisée ou ouvrière. La lutte contre les changements climatiques fait toutefois exception, puisque les Canadiens les mieux nantis sont parmi les plus favorables à cet enjeu.

Les groupes qui suivent sont les plus susceptibles d'accorder une note de 9 ou de 10 aux enjeux présentés :

- *Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part* : les résidents de la Colombie-Britannique, les femmes, les répondants âgés de 55 ans et plus et, autres caractéristiques liées à un âge plus avancé, les retraités et les utilisateurs d'un téléphone fixe, les répondants qui disent jouir personnellement d'une bonne situation financière et les répondants qui disent appartenir à la classe défavorisée ou ouvrière. Il convient de souligner que les Albertains sont les moins susceptibles d'accorder une note de 9 ou de 10 à cet enjeu (43 %).
- *Rendre les communautés plus sécuritaires* : les Ontariens, les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, les personnes ayant poursuivi des études secondaires ou moins, les allophones (qui parlent une langue autre que le français ou l'anglais à la maison) et les locataires.
- *Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi* : les résidents des provinces de l'Atlantique, les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, ceux qui ne font pas partie de la population active, les personnes ayant poursuivi des études secondaires ou moins, les allophones, les locataires, les répondants qui disent se trouver personnellement dans une mauvaise situation financière, les répondants qui considèrent que l'économie canadienne se porte mal et les répondants qui disent appartenir à la classe défavorisée ou ouvrière.
- *Lutter contre les changements climatiques* : résultats semblables dans l'ensemble du pays, mais plus élevés au Québec, dans les provinces de l'Atlantique et en Colombie-Britannique et plus faibles en Alberta. Cet enjeu est plus populaire chez les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les personnes qui travaillent à temps partiel ou qui ne font pas partie de la population active, les titulaires d'un diplôme universitaire, les francophones, les locataires et les personnes qui jouissent personnellement d'une bonne situation financière. Sa popularité augmente en même temps que l'opinion à l'égard de l'état de l'économie (25 % chez ceux qui jugent que l'économie se porte mal, 46 % chez ceux qui la trouvent passable et 67 % chez ceux qui trouvent qu'elle se porte bien).
- *Soutenir les familles de la classe moyenne en rendant le coût de la vie plus abordable* : les résidents des provinces de l'Atlantique, les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 80 000 \$, les personnes qui travaillent à temps partiel ou qui ne font pas partie de la population active, les allophones, les locataires, les répondants qui disent se trouver personnellement dans une situation financière désastreuse et les répondants qui disent appartenir à la classe défavorisée ou ouvrière.
- *Soutenir les familles de classe moyenne en améliorant leur qualité de vie* : les résidents de la Saskatchewan, les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, les personnes qui travaillent à temps partiel, les locataires, les répondants qui disent se trouver personnellement dans une mauvaise situation financière, les répondants qui considèrent que l'économie canadienne se porte mal et les répondants qui disent appartenir à la classe défavorisée ou ouvrière.
- *Mettre en œuvre un programme national de couverture des médicaments d'ordonnance (assurance médicaments)* : enjeu le plus populaire dans les provinces de l'Atlantique (58 %) et le moins populaire en Alberta (26 %); plus populaire chez les femmes, les répondants âgés de 55 ans et plus et les retraités, les

répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, les locataires et les personnes qui considèrent que l'économie canadienne se porte bien. On observe peu de différences en fonction de la classe perçue ou de la situation financière personnelle.

D. Niveau de bien-être

La majorité des Canadiens sont d'avis que leur génération est plus avantagée que celle de leurs parents quand ceux-ci avaient leur âge en ce qui concerne les possibilités d'éducation et la santé. Quatre répondants sur dix estiment que leur sécurité financière est pire que celle de leurs parents.

Les Canadiens devaient indiquer, pour cinq facteurs, si leur génération était plus avantagée, plus désavantagée ou à peu près dans la même situation que la génération de leurs parents lorsque ceux-ci avaient leur âge. Environ sept répondants sur dix affirment que leur génération est plus avantagée en matière de possibilités d'éducation, près de six personnes sur dix sont de cet avis en ce qui concerne la santé et un peu moins de la moitié des répondants estiment que leur qualité de vie est supérieure à celle de leurs parents. Les Canadiens sont divisés quant à savoir si leurs perspectives d'emploi sont meilleures (36 %) ou pires (38 %) que celles de leurs parents au même âge, et ils sont plus susceptibles de se considérer comme étant plus désavantagés que leurs parents en ce qui a trait à leur sécurité financière (42 %, comparativement à 33 % qui estiment être plus avantagés).

Facteurs de comparaison avec la génération des parents :	Plus avantagée	Environ la même situation	Plus désavantagée	Cela dépend/ je ne sais pas
Possibilités d'éducation	68 %	15 %	14 %	3 %
Santé	58 %	22 %	18 %	2 %
Qualité de vie	46 %	26 %	26 %	2 %
Perspectives d'emploi	36 %	20 %	38 %	5 %
Sécurité financière	33 %	22 %	42 %	2 %

Q3 *Pensez à la génération de vos parents, quand ils avaient votre âge. Diriez-vous que votre génération est aujourd'hui plus avantagée, plus désavantagée ou qu'elle est à peu près dans la même situation en ce qui concerne...?*

Les opinions sont en général plutôt semblables à l'échelle du pays ainsi que dans plusieurs des sous-groupes de la population, à quelques exceptions près. Dans tous les cas, les Québécois et les francophones sont les plus enclins à penser que leur génération est plus avantagée que celle de leurs parents. Cette opinion est aussi plus répandue chez les répondants âgés de 55 ans et plus et les retraités que chez les Canadiens plus jeunes, même si ce n'est que légèrement. Les répondants qui disent jouir personnellement d'une bonne situation financière ou qui estiment que l'économie nationale se porte bien sont plus nombreux à trouver leur génération plus avantagée que celle de leurs parents en ce qui concerne chacun des facteurs; cette opinion augmente également en même temps que la classe financière à laquelle disent appartenir les répondants. On observe peu de différence selon le revenu du ménage, à l'exception des répondants dont le revenu est de 100 000 \$ ou plus, qui sont les plus susceptibles de dire que leur santé est meilleure que celle de leurs parents (65 %). Le fait de jouir de meilleures possibilités d'éducation et d'une meilleure qualité de vie est relevé le plus souvent par les diplômés universitaires.

E. Système fiscal

Une forte majorité de répondants estiment que les personnes à faible revenu devraient payer moins d'impôts et que les grandes sociétés et les membres du 1 % le plus riche devraient en payer davantage.

Les Canadiens devaient indiquer si, à leur avis, les membres de cinq groupes paient actuellement un montant approprié en taxes et en impôts ou s'ils devraient en payer plus ou moins. Sept répondants sur dix jugent que les personnes à faible revenu devraient payer moins d'impôts, et un peu plus de la moitié sont de cet avis à propos des petites entreprises. En ce qui concerne la classe moyenne, les Canadiens sont plus divisés; un peu moins de la moitié des gens estiment que les membres de ce groupe devraient payer moins d'impôts, tandis qu'un pourcentage statistiquement comparable de répondants sont d'avis qu'ils paient actuellement un montant approprié. En revanche, une forte majorité de répondants estiment que les grandes sociétés (75 %) et les membres du 1 % le plus riche (71 %) devraient payer davantage de taxes et d'impôts.

Groupes fiscaux	Devraient payer moins	Paient actuellement un montant approprié	Devraient payer plus	Je ne sais pas
Les personnes à faible revenu	69 %	24 %	3 %	4 %
Les petites entreprises	52 %	37 %	4 %	7 %
La classe moyenne	48 %	45 %	4 %	3 %
Les membres du 1 % le plus riche	6 %	18 %	71 %	5 %
Les grandes sociétés	3 %	15 %	75 %	6 %

Q4 À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?

L'opinion selon laquelle *les grandes sociétés* et *les membres du 1 % le plus riche* devraient payer plus de taxes et d'impôts domine à l'échelle du pays ainsi que dans tous les sous-groupes de la population. Dans ces deux cas, cette opinion est plus répandue chez les résidents des provinces de l'Atlantique, les membres de la classe moyenne et les répondants qui sont d'avis que l'économie canadienne se porte bien ou passablement bien.

L'opinion selon laquelle *les personnes à faible revenu* devraient payer moins de taxes et d'impôts domine aussi à l'échelle nationale, bien qu'elle soit plus populaire dans les provinces de l'Atlantique (76 %), chez les femmes (75 %, comparativement à 64 % chez les hommes), chez les répondants âgés de 55 ans et plus (74 %) et les retraités (74 %), de même que chez les personnes dont le revenu du ménage est plus faible (73 % chez ceux qui gagnent moins de 80 000 \$); sa popularité diminue à mesure que le revenu augmente (passant à 63 % chez ceux dont le revenu est de 150 000 \$ ou plus).

Le pourcentage de répondants qui estiment que *les petites entreprises* devraient payer moins de taxes et d'impôts est généralement semblable d'un sous-groupe à l'autre, quoique plus élevé dans les provinces de l'Atlantique (62 %) ainsi que chez les personnes qui disent se trouver personnellement dans une mauvaise situation financière (58 %) ou qui considèrent que l'économie canadienne se porte mal (61 %). Comme c'est le cas pour les personnes à faible revenu, le fait de penser que les petites entreprises méritent un allègement fiscal diminue tandis que le revenu du ménage augmente.

L'opinion selon laquelle *la classe moyenne* devrait payer moins de taxes et d'impôts varie selon les régions, passant de 39 % en Saskatchewan à 53 % au Québec. Les résultats sont généralement semblables au sein des

autres sous-groupes démographiques et sont aussi liés au fait de considérer que sa propre situation financière ou que l'économie en générale se portent mal.

F. Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété

Pour réduire le fardeau des répondants et limiter la durée du sondage, chaque personne s'est vu poser de façon aléatoire une de deux questions à plusieurs volets à propos des logements abordables.

Caractère abordable des logements

Une forte majorité de Canadiens s'entendent toujours pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours et que le gouvernement devrait s'attaquer au problème des logements abordables.

Environ la moitié des répondants se sont vu présenter une série d'énoncés sur l'abordabilité des logements, puis ont dû indiquer dans quelle mesure ils étaient en accord ou en désaccord avec chacun d'eux. Le logement continue de représenter un enjeu qui tient à cœur aux Canadiens. Les résultats à cette question sont plutôt comparables à ceux obtenus en 2019. Sept Canadiens sur dix sont d'accord pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété dans le climat économique actuel et les deux tiers sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Un peu moins de six propriétaires sur dix sont aussi en accord avec le fait que les coûts associés à leur propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de leur ménage. Une minorité (32 %, un résultat généralement comparable aux 36 % de 2019) est fortement en accord avec l'énoncé selon lequel il serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui.

Huit propriétaires sur dix (80 %; n = 716) disent qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires plutôt que locataires. Deux questions précises ont été posées aux locataires (n = 258); un peu plus de six d'entre eux sur dix sont d'accord pour dire qu'il est très important d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans le futur, et un peu moins de la moitié sont d'avis que leur loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de leur ménage.

Niveau d'accord avec les énoncés sur l'accessibilité du logement

Énoncés <small>* Propriétaires/** locataire</small>	En accord (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	En désaccord (1 à 4)	Incertain(e)	Niveau d'accord en 2019
Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire (n = 716)*	80 %	12 %	7 %	1 %	76 %
Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel (n = 999)	70 %	16 %	12 %	2 %	71 %
Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada (n = 999)	68 %	17 %	12 %	2 %	65 %
Les coûts associés à votre propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage (n = 716)*	56 %	24 %	19 %	1 %	63 %
Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir (n = 258)**	63 %	13 %	23 %	2 %	60 %
Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage (n = 258)**	48 %	23 %	28 %	1 %	53 %
Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire (n = 999)	32 %	19 %	47 %	2 %	36 %

Q7a. *DIVISER L'ÉCHANTILLON 50-50 7A/7B : Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.*

Les sous-groupes indiqués sont les plus enclins à être d'accord avec les énoncés ci-dessous :

- *Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel* : les résidents de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de l'Ontario, les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les répondants dont le revenu du ménage se situe entre 100 000 \$ et 150 000 \$, les anglophones et les locataires.
- *Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada* : les résidents de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de la Saskatchewan, les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les locataires et les membres de la classe défavorisée, de la classe ouvrière ou de la classe moyenne.
- *Les coûts associés à votre propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage* : les résidents du Manitoba, les répondants dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus, les diplômés universitaires, les répondants jouissant d'une bonne situation financière personnelle et les répondants qui considèrent que l'économie canadienne se porte bien.
- *Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire* : les résidents du Québec et des provinces de l'Atlantique, les hommes, les répondants dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus, les répondants qui jouissent d'une bonne situation financière personnelle, les répondants qui estiment que l'économie canadienne se porte bien, les membres de classe supérieure à la classe moyenne.

Ces constatations concordent parfaitement avec les propos tenus lors de la phase qualitative de la recherche, où les préoccupations relatives à l'accessibilité du logement étaient amplifiées à Mississauga, à Vancouver et à Charlottetown.

Priorités du gouvernement fédéral en matière de logement

La moitié des Canadiens accordent une grande priorité à l'amélioration de l'accès aux logements abordables et au fait d'exiger des promoteurs immobiliers qu'une partie des nouveaux logements soient abordables.

Environ la moitié des répondants se sont vu présenter une série de cinq enjeux liés au logement, puis devaient indiquer dans quelle mesure chacun de ces enjeux devrait constituer une priorité pour le gouvernement fédéral. Au moins les trois quarts des répondants accordent une priorité au moins modérée à chacun des enjeux. Les principales priorités relevées par les Canadiens, chacune ayant reçu une note de 9 ou 10 par la moitié des répondants, sont l'amélioration de l'accès aux logements abordables et le fait d'exiger des promoteurs immobiliers que 20 % des nouveaux logements soient abordables. Un pourcentage légèrement inférieur de répondants sont d'avis que le gouvernement devrait avant tout rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les familles à revenu moyen ou faible. Environ quatre personnes sur dix accordent une grande priorité au maintien des incitatifs offerts aux acheteurs d'une première propriété et des investissements dans les logements communautaires.

Priorités du gouvernement fédéral en matière de logement

Énoncé	Priorité élevée (9 et 10)	Priorité modérée (7 et 8)	Neutre (5 et 6)	Pas vraiment une priorité (3 et 4)	Pas une priorité du tout (1 et 2)	Incertain(e)
Favoriser la disponibilité de logements abordables (n = 1 001)	51 %	31 %	11 %	4 %	2 %	1 %
Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu (n = 1 001)	49 %	29 %	13 %	4 %	4 %	2 %
Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible (n = 1 001)	46 %	28 %	16 %	6 %	3 %	2 %
Continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première maison (n = 1 001)	43 %	33 %	15 %	4 %	3 %	3 %
Continuer d'investir dans les logements communautaires (n = 1 001)	41 %	35 %	14 %	4 %	2 %	3 %

Q7B. DIVISER L'ÉCHANTILLON 50-50 7A/7B : Afin de répondre au problème d'abordabilité des logements, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.

Les sous-groupes indiqués sont les plus enclins à considérer les enjeux ci-dessous comme prioritaires :

- *Favoriser la disponibilité de logements abordables* : les résidents de la Saskatchewan et de l'Ontario, les femmes, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, les personnes ayant poursuivi des études secondaires ou moins, les locataires, les répondants qui disent jouir personnellement d'une mauvaise situation financière, les membres de la classe défavorisée ou ouvrière.
- *Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu* : les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, les travailleurs à temps partiel, les personnes ayant poursuivi des études secondaires ou moins, les locataires.
- *Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible* : les résidents des provinces de l'Atlantique, les femmes, les répondants âgés de 18 à 34 ans, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, les travailleurs à temps partiel, les personnes ayant poursuivi des études secondaires ou moins, les allophones, les membres de la classe défavorisée ou ouvrière.
- *Continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première maison* : les Québécois, les membres de la classe défavorisée ou ouvrière.
- *Continuer d'investir dans les logements communautaires* : les résidents de la Colombie-Britannique, les femmes, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, les répondants qui estiment que l'économie canadienne se porte bien.

G. Garder les Canadiens en sécurité et en santé

Efficacité des approches pour aborder le problème de la violence liée aux armes à feu

La majorité des Canadiens sont d'avis que l'interdiction des armes d'assaut de style militaire serait un moyen efficace d'aborder le problème de la violence liée aux armes à feu, mais cette opinion n'est pas partagée dans l'ensemble des provinces.

Les mesures de sécurité évaluées dans le cadre de la phase quantitative de cette étude portaient sur les moyens de contrer la violence liée aux armes à feu. Les Canadiens se sont vu présenter une série de quatre énoncés sur le sujet. Ils devaient ensuite évaluer l'efficacité de chacune des approches au moyen d'une échelle de 1 à 10. Près de six Canadiens sur dix estiment que l'interdiction des armes d'assaut de style militaire serait un moyen très efficace de contrer la violence liée aux armes à feu (notes de 9 ou 10). Environ quatre répondants sur dix estiment que le financement des municipalités pour permettre à celles-ci de combattre la violence liée au gangs de rue constituerait une mesure très efficace. Des pourcentages semblables d'un peu moins de quatre répondants sur dix s'entendent pour dire qu'un financement accru des forces de l'ordre luttant contre la violence liée aux armes à feu ou que le rachat des armes d'assaut de propriétaires privés seraient également des mesures très efficaces.

Efficacité des approches pour aborder le problème de la violence liée aux armes à feu

Approche	Très efficace (9 et 10)	Plutôt efficace (7 et 8)	Neutre (5 et 6)	Pas très efficace (3 et 4)	Pas du tout efficace (1 et 2)	Incertain(e)
Interdire les armes d'assaut de style militaire	58 %	11 %	10 %	5 %	14 %	4 %
Offrir du financement aux villes pour combattre la violence liée aux gangs de rue	42 %	32 %	14 %	4 %	5 %	2 %
Augmenter le financement des forces de l'ordre luttant contre la violence liée aux armes à feu	38 %	30 %	19 %	5 %	6 %	3 %
Racheter les armes d'assaut de propriétaires privés pour éliminer celles-ci de la rue	36 %	18 %	15 %	9 %	18 %	4 %

Q8. À votre avis, dans quelle mesure les approches suivantes seraient-elles efficaces pour aborder le problème de la violence liée aux armes à feu? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'approche ne serait pas du tout efficace et 10, qu'elle serait extrêmement efficace.

L'efficacité perçue des deux approches axées sur le financement (pour les villes et les forces de l'ordre) est semblable dans l'ensemble des provinces canadiennes. En revanche, les résidents des provinces des Prairies sont moins nombreux que les autres à considérer comme très efficace l'une ou l'autre des approches concernant les armes d'assaut. En effet, l'opinion selon laquelle l'interdiction des armes d'assaut de style militaire serait une mesure très efficace est moins répandue en Saskatchewan (38 %) et en Alberta (40 %) et plus répandue au Québec (65 %), en Ontario (61 %) et dans les provinces de l'Atlantique (62 %). Le pourcentage de répondants qui considèrent comme très efficace le rachat des armes d'assaut de propriétaires est plus faible en Saskatchewan (24 %), en Alberta (29 %) et au Manitoba (29 %), tandis qu'il est plus élevé au Québec (41 %) et en Ontario (38 %).

En général, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de considérer chacune de ces approches comme très efficaces. Une telle opinion tend aussi généralement à augmenter en même temps que l'âge. En outre, l'efficacité de chacune des approches est évaluée sensiblement de la même façon dans toutes les tranches de revenu, à une exception près : les ménages dont le revenu est plus faible sont ceux qui croient le plus en l'efficacité du financement des forces de l'ordre pour lutter contre la violence liée aux armes à feu.

H. Transition vers une économie propre

Évaluation du niveau d'action actuel du gouvernement fédéral en matière de lutte contre les changements climatiques

Lorsqu'il est question d'évaluer les mesures prises actuellement par le gouvernement pour lutter contre les changements climatiques, les Canadiens sont plus enclins à avoir une opinion négative que positive.

Les Canadiens devaient, au moyen d'une échelle de 1 à 10, évaluer le niveau d'action actuel du gouvernement du Canada pour ce qui est de lutter contre les changements climatiques. Comme le pourcentage de répondants qualifiant les mesures d'« excellentes » est relativement faible et qu'il demeure sensiblement le même d'un sous-groupe à l'autre, cette analyse présente les pourcentages de répondants ayant indiqué que le gouvernement fait au moins du bon travail.

Un peu plus du quart des répondants estiment que le gouvernement fait au moins du bon travail (notes de 7 à 10); le tiers des répondants jugent les mesures du gouvernement de façon défavorable (notes de 1 à 4) tandis qu'un autre tiers se dit neutre à cet égard (notes de 5 ou 6). La population est deux fois plus susceptible de dire que la performance du gouvernement dans ce dossier est très mauvaise (16 %) plutôt que très bonne (7 %). Deux pour cent des répondants se disent climatosceptiques, et 4 % des répondants n'ont fourni aucune note à cette question.

Évaluation du niveau d'action actuel du gouvernement du Canada pour ce qui est de lutter contre les changements climatiques

Évaluation	% de répondants ayant accordé une note
Net : bon travail (note de 7 à 10)	27 %
Très bon ou excellent (notes de 9 ou 10)	7 %
Bon (note de 7 ou 8)	20 %
Neutre (note de 5 ou 6)	35 %
Net : mauvais travail (note de 1 à 4)	32 %
Mauvais (note de 3 ou 4)	16 %
Très mauvais ou désastreux (note de 1 ou 2)	16 %
Je ne crois pas que des changements climatiques se produisent réellement	2 %
Incertain(e)	4 %

Q9 Comment évalueriez-vous le niveau d'action actuel du gouvernement du Canada pour ce qui est de lutter contre les changements climatiques? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous le jugez désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Une minorité de répondants à l'échelle du pays et dans l'ensemble des sous-groupes estiment que le gouvernement fait au moins un *bon travail*; le pourcentage de répondants qui sont de cet avis est toutefois un peu plus élevé au Manitoba (36 %), de même que chez les allophones (49 %) et les personnes qui jouissent personnellement d'une bonne situation financière (31 %) ou qui estiment que l'économie nationale en général se porte bien (43 %).

L'opinion selon laquelle le gouvernement *fait du mauvais ou du très mauvais travail* est aussi partagée par une minorité, bien qu'elle soit un peu plus populaire chez les résidents de la Saskatchewan (46 %), les hommes (36 %, comparativement à 29 % chez les femmes) et les personnes qui considèrent comme mauvaise leur propre situation financière (44 %) ou celle de l'économie nationale (50 %).

Efficacité des approches visant à réduire la pollution et à protéger l'environnement

Bien que chacune des cinq mesures environnementales soit considérée comme étant au moins plutôt efficace pour combattre la pollution, les Canadiens sont légèrement plus susceptibles de croire que la plantation de deux milliards d'arbres serait très efficace.

Les Canadiens se sont vu présenter une série de cinq approches visant à réduire la pollution et à protéger l'environnement. Ils devaient ensuite évaluer l'efficacité de chacune des approches au moyen d'une échelle de 1 à 10. De fortes majorités d'au moins sept répondants sur dix estiment que chacune des mesures énoncées serait au moins modérément efficace (notes de 7 à 10). L'approche jugée la plus efficace (notes de 9 ou 10) consiste à planter deux milliards d'arbres (46 %). Environ quatre personnes sur dix sont d'avis que les autres mesures évaluées seraient très efficaces.

Efficacité des approches visant à réduire la pollution et à protéger l'environnement

Approche	Très efficace (9 et 10)	Plutôt efficace (7 et 8)	Neutre (5 et 6)	Pas très efficace (3 et 4)	Pas du tout efficace (1 et 2)	Incertain(e)
Planter deux milliards d'arbres	46 %	28 %	15 %	4 %	5 %	2 %
Rendre les véhicules à émission zéro plus abordables	42 %	30 %	14 %	4 %	7 %	2 %
Offrir des incitatifs fiscaux ou des réductions d'impôt aux entreprises pour le développement de nouvelles technologies propres	40 %	36 %	14 %	4 %	4 %	2 %
Augmenter le nombre de masses d'eaux intérieures et de sites protégés	40 %	33 %	15 %	5 %	5 %	4 %
Aider les Canadiens à rendre leurs maisons plus écoénergétiques et résilientes au climat	38 %	37 %	15 %	4 %	4 %	1 %

Q10. À votre avis, dans quelle mesure les approches suivantes seraient-elles efficaces pour réduire la pollution et protéger l'environnement? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'approche ne serait pas du tout efficace et 10, qu'elle serait extrêmement efficace.

Les opinions sont plutôt semblables à l'échelle du pays ainsi que dans la majorité des sous-groupes de la population, à quelques exceptions près. En général, la plupart de ces approches sont plus susceptibles d'être

considérées comme très efficaces par les personnes appartenant aux couches socioéconomiques inférieures : les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$, celles qui ont poursuivi des études secondaires ou moins, les femmes, les locataires et les personnes qui disent appartenir à la classe défavorisée ou ouvrière. Elles suscitent aussi davantage l'intérêt des Canadiens qui estiment que l'économie du pays se porte actuellement bien. Les résidents de l'Alberta sont les moins susceptibles de croire que de rendre les véhicules écologiques plus abordables et d'augmenter le nombre de masses d'eaux intérieures et de sites protégés constitueraient des mesures très efficaces, tandis que les résidents de la Saskatchewan sont les plus susceptibles d'accorder des notes élevées au fait d'aider les Canadiens à rendre leur maison plus écoénergétique et d'augmenter le nombre d'étendues d'eau et de sites protégés.

I. Réconciliation

Efficacité des approches visant à concrétiser la réconciliation

Les Canadiens sont fortement convaincus que le meilleur moyen de parvenir à la réconciliation consiste à collaborer avec les Autochtones pour favoriser l'accès aux services de soins de santé et à mettre en œuvre les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Les Canadiens se sont vu présenter six énoncés sur la façon de concrétiser la réconciliation entre les Autochtones et les non-Autochtones. Ils devaient ensuite évaluer l'efficacité de chacune des approches au moyen d'une échelle de 1 à 10. En général, les Canadiens sont plus susceptibles de trouver très efficaces les approches tournées vers l'avenir que celles visant à corriger les torts du passé. Près de la moitié des répondants ont indiqué (en accordant une note de 9 ou de 10) que la collaboration avec les groupes Autochtones dans le but de favoriser l'accès aux services de soins de santé constituerait un moyen très efficace de concrétiser la réconciliation. Cette mesure est suivie par la mise en œuvre des recommandations de l'*Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées* (44 %), la promotion du développement économique et de l'autonomie des Autochtones (40 %) et le respect de l'esprit et de l'intention des traités et accords avec les Autochtones (36 %). Les approches les moins susceptibles d'être perçues comme très efficaces sont celles consistant à indemniser les Autochtones victimes de sévices au sein du système de protection de la jeunesse (29 %) et à présenter des excuses officielles pour les politiques des gouvernements passés ayant affecté négativement les communautés autochtones (25 %).

Efficacité des approches visant à parvenir à la réconciliation

Approche	Très efficace (9 et 10)	Plutôt efficace (7 et 8)	Neutre (5 et 6)	Pas très efficace (3 et 4)	Pas du tout efficace (1 et 2)	Incertain(e)
Collaborer avec les Autochtones pour favoriser l'accès aux services de soins de santé mentale et physique	47 %	28 %	13 %	4 %	5 %	4 %
Continuer de mettre en œuvre les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	44 %	26 %	13 %	4 %	7 %	6 %
Favoriser le développement économique et l'autonomie des Autochtones	40 %	31 %	15 %	4 %	6 %	5 %
Respecter l'esprit et l'intention des traités et des accords avec les Autochtones	36 %	28 %	18 %	5 %	7 %	6 %
Indemniser les Autochtones victimes de sévices au sein du système de protection de la jeunesse	29 %	29 %	18 %	8 %	10 %	6 %
Émettre des excuses officielles pour les politiques des gouvernements passés ayant affecté négativement les communautés autochtones	25 %	20 %	21 %	11 %	17 %	5 %

Q11. À votre avis, dans quelle mesure les approches suivantes du gouvernement du Canada seraient-elles efficaces pour concrétiser la réconciliation entre Autochtones et non-Autochtones au Canada? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'approche ne serait pas du tout efficace et 10, qu'elle serait extrêmement efficace.

Les opinions relatives à chacune des approches demeurent sensiblement les mêmes au sein des différents sous-groupes, à quelques exceptions près. Il convient de souligner que les Albertains sont ceux qui considèrent le moins chacune des approches comme étant très efficace. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de trouver très efficace chacune des approches; une telle opinion est aussi plus répandue chez les Canadiens plus jeunes (c'est-à-dire, ceux âgés de 18 à 34 ans). Finalement, les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ sont plus nombreux à croire en l'efficacité des excuses officielles et de l'indemnisation des Autochtones victimes de sévices au sein du système de protection de la jeunesse.

Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative

Du 27 janvier au 3 février 2020, Environics Research a tenu une série de 10 séances de discussion en groupe auprès de membres de la population générale.

Composition des groupes

Deux séances ont eu lieu dans chacune des villes suivantes : Mississauga, Charlottetown, Calgary, Vancouver et Montréal (Longueuil). Huit de ces séances se sont déroulées en anglais et deux en français. Les séances ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Lieu de la séance
27 janvier, 17 h 30, HNE	Mississauga, Ontario
27 janvier, 19 h 30, HNE	Mississauga, Ontario
28 janvier, 17 h 30, HNA	Charlottetown, île-du-Prince-Édouard
27 janvier, 19 h 30, HNA	Charlottetown, île-du-Prince-Édouard
30 janvier, 18 h, HNR	Calgary, Alberta
30 janvier, 20 h, HNR	Calgary, Alberta
1 ^{er} février, 12 h, HNP	Vancouver, Colombie-Britannique
1 ^{er} février, 14 h, HNP	Vancouver, Colombie-Britannique
3 février, 17 h 30, EST	Montréal (Longueuil), Québec
3 février, 19 h 30, EST	Montréal (Longueuil), Québec

Les séances de discussion en personne, de 120 minutes environ, ont regroupé entre huit et dix participants (sur les dix personnes recrutées pour chacun des groupes).

Recrutement

Environics a mis au point un questionnaire de recrutement, puis l'a transmis à Finances Canada à des fins de vérification avant de le finaliser. Les participants ont été appelés par téléphone avec une méthode aléatoire et ont fait l'objet d'une sélection afin de s'assurer qu'ils étaient invités à la séance pertinente. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de sexes, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes. Ils ont de plus été choisis en raison de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias ou pour le gouvernement fédéral, et participation récente à une séance de discussion en groupe). Les participants se sont vu offrir une somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente; les participants devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et au moment de se présenter à la séance. On les assurait cependant que leurs renseignements personnels et la confidentialité de leurs réponses seraient préservés.

Animation

Deux chercheurs d'expérience ont animé les diverses séances. Ils sont présentés ci-dessous.

- Rick Nadeau, associé principal, a animé les deux séances tenues à Montréal.
- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé toutes les autres séances.

L'intégralité de la phase qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables (p. ex., la LPRPDE).

Limites

La recherche qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative

Contexte et objectifs de la recherche

Finances Canada a mis en lumière la nécessité de mener une étude qualitative et quantitative ayant pour but d'explorer de façon plus approfondie les préoccupations et perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux économiques émergents et au rôle du gouvernement du Canada dans l'économie et relativement à sept autres enjeux liés à la qualité de vie au pays.

Utilisation de la recherche : En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Méthodologie

Du 17 janvier au 8 février 2020, Environics a réalisé un sondage téléphonique auprès de 2 000 adultes résidant au Canada. Le sondage reposait sur un échantillon probabiliste aléatoire, faisant appel à des techniques de composition aléatoire reconnues par l'industrie. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Les marges d'erreur varient en fonction de nombreux facteurs : elles sont plus importantes en ce qui concerne les sous-groupes de la population et les questions pour lesquelles 50 % des personnes sondées répondent d'une façon et 50 %, d'une autre façon. Elles diminuent habituellement lorsque le pourcentage obtenu pour une réponse donnée approche 0 ou 100. Les répondants ont été informés de leurs droits en matière de protection de leurs renseignements personnels et de leur anonymat.

Conception et pondération de l'échantillon

Le sondage, destiné à des Canadiens adultes (âgés de 18 ans et plus), a permis de choisir des répondants en fonction de la technique « de l'anniversaire le plus récent », largement considérée comme la norme dans l'industrie. Notons que les personnes utilisant un téléphone cellulaire ont été incluses, et que les ménages utilisant uniquement le cellulaire ont été identifiés.

L'échantillon a été stratifié par région afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur*
Canada atlantique (7 %)	198	+/- 6,9
Québec (23 %)	497	+/- 4,4
Ontario (38 %)	601	+/- 4,0
Prairies/T.N.-O./Nunavut (19 %)	399	+/- 4,9
C.-B./Yukon (13 %)	305	+/- 5,6
CANADA (100 %)	2 000	+/- 2,2

* En points de pourcentage, avec un coefficient de confiance de 95 %.

Les données du sondage ont été pondérées en fonction de la population adulte nationale (par région, âge et sexe).

Conception du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par des représentants d'Environics et de Finances Canada; des questions de suivi provenant de précédents sondages de nature économique y ont été incluses. La version française du questionnaire définitif est incluse à l'annexe E du présent document. Les personnes sondées ont mis 12,4 minutes en moyenne pour y répondre.

Test préliminaire

Un test préliminaire de 20 entrevues (10 en anglais le 18 janvier et 10 en français le 21 janvier) a été effectué. Les enregistrements de ces entrevues ont été examinés par le personnel d'Environics et de Finances Canada. Ces entrevues comprenaient des questions exploratoires standards du gouvernement du Canada. Le test préliminaire en anglais a permis de déterminer qu'il était nécessaire d'éliminer certaines questions afin de raccourcir le sondage à la durée prévue. Finances Canada a accepté l'approche proposée par Environics et le travail sur le terrain a pu commencer. Les entrevues réalisées dans le cadre du test préliminaire ont été conservées, puisque les changements apportés n'ont pas invalidé leurs résultats.

Travail sur le terrain

Les entrevues ont été menées par Elemental Data Collection Inc. (EDCI) à l'aide d'un système d'entrevue téléphonique assistée par ordinateur (ETAO). Des superviseurs étaient présents sur le terrain en tout temps pour veiller au bon déroulement des entrevues et de la consignation des réponses. Au minimum, 10 % du travail de chaque intervieweur a fait l'objet d'un contrôle discret de la qualité, en conformité avec les normes établies par l'industrie.

Des analystes de données ont programmé le questionnaire dans le système ETAO avant de le soumettre à des tests approfondis afin d'assurer l'exactitude de l'organisation et de la collecte des données. Cette validation a permis de garantir que le processus de saisie des données était conforme à la logique de base du sondage. Le système ETAO a pris en charge la composition des numéros, les quotas et les réponses aux questionnaires (l'enchaînement des questions et les intervalles valides). Ce système assure également que les rappels sont effectués de manière opportune. Aucun numéro n'est composé deux fois au cours d'une même période de deux heures. Les rappels sont effectués lors de différentes journées de la semaine, et à différents moments de chaque journée (p. ex., le matin, l'après-midi). Cela permet d'assurer que les rendez-vous prévus sont respectés, ce qui maximise le taux de réponse et la représentativité de l'échantillon. Jusqu'à huit rappels ont ainsi été tentés afin de joindre chacune des personnes faisant partie de l'échantillon.

Contrôle de la qualité

Le questionnaire a été programmé à l'aide du système d'entrevue téléphonique assistée par ordinateur (ETAO), à la fine pointe de la technologie. Les locaux d'EDCI servant aux entrevues facilitent la supervision constante des intervieweurs et la surveillance discrète des appels; de 10 et 30 % de l'ensemble des entrevues ont ainsi été surveillées à des fins de contrôle de la qualité. Tous les répondants ont eu la possibilité de répondre au sondage dans la langue officielle de leur choix. L'ensemble du travail de recherche a été effectué en conformité avec les Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada, de même qu'avec

les lois fédérales applicables (*Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, ou LPRPDE).

Taux de réponse

L'échantillon sélectionné pour ce sondage consistait en 2 000 entrevues auprès de Canadiens adultes. Le taux de réponse net au sondage est de 7 %¹. Ce taux correspond au nombre de participants ayant répondu au sondage (entrevues menées, exclusions et participants en excédent du quota) divisé par la somme du nombre de numéros non résolus (occupé, pas de réponse), du nombre de ménages ou de personnes n'ayant pas participé (refus, barrière linguistique, rappels manqués) et du nombre de participants interrogés [$R/(U+IS+R)$]. La répartition de tous les appels est présentée dans le tableau ci-dessous :

Taux de réponse

Répartition des appels	TOTAL	Téléphone fixe	Téléphone cellulaire
Nombre total de numéros composés	89 098	28 427	60 671
Inadmissibles (non valides)	58 160	15 145	43 015
Non résolus (U)	16 651	6 039	10 612
<i>Pas de réponse/répondeur téléphonique</i>	16 651	6 039	10 612
Admissibles sans réponse (IS)			
<i>Barrière linguistique</i>	379	219	160
<i>Incapacité à répondre (personnes malades ou décédées)</i>	222	159	63
<i>Rappels manqués (répondants non disponibles)</i>	2 026	758	1 268
Nombre total de répondants sollicités			
<i>Refus</i>	9 351	4 803	4 548
<i>Interruption</i>	248	130	118
Admissibles avec réponse (R)			
<i>Entrevues achevées</i>	2 000	1 171	829
<i>Non admissibles – âge</i>	44	0	44
<i>Non admissibles – quota atteint</i>	17	3	14
Taux de réponse (%)	6,66	8,84	5,02
Fréquence	97,04	99,74	93,46

La fréquence finale est de 97 %, selon la formule (**entrevues achevées/[quota atteint + entrevues achevées + non admissibles]**) :

¹ Ce taux de réponse a été calculé selon une formule élaborée par l'ARIM, en collaboration avec le gouvernement du Canada (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada).

$$2\,000 / (17 + 2\,000 + 44) = 97 \%$$

Analyse du biais de non-réponse

Le tableau ci-dessous présente le profil de l'échantillon final, comparativement à la population réelle du Canada (d'après les données du recensement de 2016). Comme c'est le cas pour la plupart des sondages téléphoniques, le pourcentage des personnes âgées de 55 ans et plus qui ont été sondées est supérieur à celui observé dans la population générale; cet écart a été corrigé par une pondération de l'âge. L'échantillon final sous-représente également quelque peu les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins, ce qui est aussi une caractéristique courante des sondages téléphoniques menés au Canada (c'est-à-dire que les personnes plus âgées et plus éduquées sont plus susceptibles de répondre à ce type de sondages).

Profil de l'échantillon

Type d'échantillon	Échantillon*	Au Canada (recensement de 2016)
Sexe (18 ans et plus)		
Homme	49	49
Femme	50	51
Âge		
18 à 34 ans	16	27
35 à 54 ans	28	34
55 ans et plus	56	39
Niveau de scolarité^a		
Diplôme d'études secondaires ou moins	27	35
École de métiers, études collégiales ou postsecondaires (sans diplôme)	38	36
Diplôme d'études universitaires	35	29

* Les données ne sont pas pondérées et les pourcentages sont établis en fonction des personnes ayant répondu à chacune des questions démographiques.

^a Les catégories réelles du recensement diffèrent de celles utilisées dans le cadre de ce sondage et ont été recalculées pour correspondre à ce dernier. Les données de Statistique Canada en ce qui a trait au niveau de scolarité représentent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans.

Annexe C : Guide d'animation

31 janvier 2020

Environics Research
Groupes de discussion sur le budget de 2020
Finances Canada – Guide de discussion
Projet n° 10649

1. Présentation de la procédure (5 minutes)

Bienvenue à cette séance de discussion en groupe. Je m'appelle [INSÉRER LE NOM] et je travaille pour Environics Research, une société d'étude de marché indépendante. Nous menons ce projet de recherche pour le compte du gouvernement du Canada.

Nous souhaitons connaître votre opinion; n'hésitez donc pas à exprimer votre accord ou votre désaccord. Même si vous êtes la seule personne sur dix à adopter un certain point de vue, vous pourriez représenter de nombreuses personnes qui sont du même avis que vous. Vous n'avez pas à m'adresser tous vos commentaires; vous pouvez aussi échanger des idées et des arguments avec les autres participants.

Certains membres de l'équipe de recherche et du gouvernement du Canada observent la séance de l'autre côté du miroir. Notre discussion est également enregistrée sur bande vidéo pour m'aider à rédiger mon rapport. Cet enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera divulgué à aucun tiers. Il se peut aussi que je prenne des notes au cours de la discussion pour me rappeler certains détails.

Votre identité et vos propos demeureront confidentiels et anonymes. Aucun de vos commentaires ne sera associé à votre nom, et ce, dans tous les rapports produits dans le cadre de ce projet.

La discussion devrait durer un peu moins de deux heures, et la personne à l'accueil vous remettra votre compensation financière au terme de la séance. Veuillez éteindre vos cellulaires.

Faisons un tour de table pour que chacun de vous se présente au reste du groupe. Veuillez donner votre nom et vous décrire brièvement – le type d'emploi que vous occupez, si vous travaillez à l'extérieur de la maison, la composition de votre ménage, etc.

2. Mise en contexte et renseignements généraux (5 minutes)

Commençons par une question d'ordre général. Comme vous le savez, il y a trois paliers gouvernementaux au Canada : fédéral, provincial et municipal. J'aimerais que vous pensiez uniquement au gouvernement fédéral.

Veuillez inscrire sur papier ce qu'a été, selon vous, la principale réussite du gouvernement fédéral au cours de la dernière année. Veuillez ensuite inscrire ce qu'a été, selon vous, son principal échec au cours de cette période.

Voyons ce qu'a indiqué tout le monde. Quelle a été, selon vous, la réussite de ce gouvernement?

Qu'a-t-il raté?

3. Économie et déficit au Canada (10 minutes)

Penchons-nous maintenant sur les questions économiques. Quel mot utiliseriez-vous pour décrire l'état de l'économie canadienne en ce moment?

Comment se portera l'économie dans la prochaine année? Croyez-vous qu'elle s'améliorera ou s'empirera l'année prochaine? Pourquoi? Pourquoi pas?

Concentrons-nous maintenant sur la situation financière du gouvernement du Canada. Premièrement, dans quel état le gouvernement se trouve-t-il sur le plan financier? A-t-il généré un surplus ou un déficit? Ses recettes sont-elles supérieures à ses dépenses, ou le gouvernement a-t-il dépensé plus qu'il n'a perçu?

En fait, le gouvernement fédéral a généré un déficit à chacune des dernières années. Qu'en pensez-vous? Est-ce une source de préoccupation majeure pour vous, personnellement, ou ne s'agit-il pas d'un problème important à votre avis?

SI SOURCE DE PRÉOCCUPATION : Pourquoi le déficit vous préoccupe-t-il?

À votre avis, le gouvernement devrait-il tenter d'équilibrer le budget aussi rapidement que possible au cours des prochains 1 ou 2 ans, ou cela n'est pas une si grande priorité à l'heure actuelle?

SI OUI : Rétablir l'équilibre budgétaire aussi rapidement pourrait se traduire par des coupes dans certains programmes gouvernementaux ou l'application de nouvelles taxes; qu'en pensez-vous?

SI NON : Veuillez décrire brièvement le raisonnement derrière votre opinion.

4. Qualité de vie/abordabilité/mesures fiscales (15 minutes)

Quelle a été, pour chacun de vous, la plus grande source de stress au cours de la dernière année? Veuillez en inscrire 1 ou 2; nous examinerons ensuite les réponses de chacun. (Il peut s'agir, par exemple, d'éléments comme votre emploi, une perte d'emploi, la santé, le logement, la sécurité du revenu, l'environnement, vos enfants, etc.) INVITER LES PARTICIPANTS À LIRE LEURS RÉPONSES À VOIX HAUTE.

Pensez à votre situation financière personnelle; quels éléments précis vous préoccupent le plus (p. ex., logement, garde d'enfants, télécommunications, paiements automobiles, dette étudiante, coût des médicaments, etc.)? INVITER LES PARTICIPANTS À LIRE LEURS RÉPONSES À VOIX HAUTE.

Avez-vous entendu parler de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à affronter l'augmentation du coût de la vie ou pour rendre la vie plus abordable? Lesquelles?

Qu'avez-vous entendu au sujet de récents changements aux taux d'imposition fédéraux?

SI PAS MENTIONNÉ, EXPLORER : Avez-vous entendu parler de la hausse du montant d'exemption personnelle de base? [**AU BESOIN, EXPLIQUER** : Le montant personnel de base admissible dans une déclaration de revenus sera graduellement augmenté, passant de 12 069 \$ à 15 000 \$ d'ici 2023. Cela signifie que la plupart des Canadiens pourront bénéficier d'une réduction de près de 300 \$ de leur impôt chaque année.] Qu'en pensez-vous?

Nous entendons parfois des gens parler de « qualité de vie ». Que signifie pour vous une bonne qualité de vie?

Voici une liste d'éléments associés à votre qualité de vie. Veuillez indiquer les 3 éléments de cette liste qui sont les plus importants pour vous, personnellement, et qui devraient constituer une priorité pour le gouvernement du Canada. Devrait-on s'y mettre maintenant ou dans le futur? Y a-t-il quoi que ce soit dans cette liste que, selon vous, le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?

ANIMATEUR, LIRE LA LISTE ET DEMANDER, POUR CHAQUE ÉLÉMENT, LE NOMBRE DE PERSONNES L'AYANT SÉLECTIONNÉ OU RETENU COMME ÉTANT UNE CHOSE QUE LE GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS FAIRE.

- Augmenter les montants des prestations de survivant du RPC ou du RRQ
- Augmenter les montants des bourses canadiennes pour étudiants
- Mettre sur pied un programme national d'assurance médicaments
- Améliorer l'accès aux services de soins de santé mentale
- Améliorer l'accès aux médecins de famille et aux infirmières ou infirmiers praticiens
- Rendre les prestations parentales non imposables
- Augmenter les montants du Programme de la sécurité de la vieillesse
- Investir dans les soins liés à la toxicomanie
- Augmenter les montants de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE)

5. Transition vers une économie propre (15 minutes)

J'aimerais aborder globalement l'enjeu des changements climatiques et de ce que cela signifie pour notre économie. Comment évalueriez-vous le niveau d'action actuel du gouvernement du Canada pour ce qui est de lutter contre les changements climatiques? À votre avis, le gouvernement en fait-il suffisamment, trop ou pas assez?

À votre avis, quel effet les changements climatiques auront-ils sur l'économie canadienne dans le futur?

Quand vous entendez parler d'une « transition vers des sources d'énergie propre », qu'est-ce que cela signifie pour vous et pour l'économie? Est-ce bon ou mauvais pour l'économie?

Qu'est-ce que cela signifie pour le secteur du pétrole et du gaz? Le Canada peut-il soutenir à la fois cette industrie, et lutter contre les changements climatiques? Pourquoi? Pourquoi pas?

Quels seraient les meilleurs indicateurs de progrès/succès dans la lutte contre les changements climatiques?

[AU BESOIN, EXPLORER : Atteinte de notre cible de réduction des émissions de GES, mise en œuvre de programmes et de mesures, élaboration de lois et de politiques]

Voici une liste de mesures liées aux changements climatiques que le gouvernement pourrait adopter. Veuillez encercler les 3 mesures les plus importantes pour vous, personnellement, et inscrire un « x » à côté de celles que, selon vous, le gouvernement du Canada ne devrait pas adopter.

ANIMATEUR, LIRE LA LISTE ET DEMANDER, POUR CHAQUE MESURE, LE NOMBRE DE PERSONNES L'AYANT ENCERCLÉE OU MARQUÉE D'UN « X ».

- Travailler à planter deux milliards d'arbres sur 10 ans
- Investir dans la protection des arbres contre les infestations et aider à rétablir nos forêts après les feux de forêt
- Protéger 25 % du territoire et 25 % des océans du Canada d'ici 2025
- Réduire les taux d'imposition de 50 % pour les entreprises qui développent et produisent des technologies à émission zéro
- Mettre sur pied un programme national d'assurance à faible coût contre les inondations
- Aider les Canadiens à rendre leurs maisons plus écoénergétiques et résilientes au climat
- Rendre les véhicules à émission zéro plus abordables
- Installer jusqu'à 5 000 bornes de recharge supplémentaires pour les véhicules à émission zéro
- Investir davantage dans les transports en commun, y compris l'électrification du réseau et des autobus scolaires
- Prévoir un train à grande fréquence desservant les grandes villes

1. Accroître l'utilisation d'énergie renouvelable et interconnecter les réseaux électriques d'un océan à l'autre

Y a-t-il quoi que ce soit d'autre que le gouvernement du Canada devrait faire pour protéger l'environnement et le patrimoine naturel du pays?

6. Soins de santé (10 minutes)

J'aimerais aborder la question du programme national d'assurance médicaments. En avez-vous entendu parler? Quand vous entendez parler d'un « programme national d'assurance médicaments », qu'est-ce que cela signifie pour vous? [**AU BESOIN, EXPLIQUER : Couverture améliorée pour payer les médicaments d'ordonnance des gens.**] Qu'en pensez-vous?

De nombreux Canadiens ne bénéficient d'aucune assurance médicaments et doivent payer de leur poche tous leurs médicaments. Que devrait-on faire pour ces personnes? Est-ce le type de chose pour laquelle nous devrions accepter de payer plus de taxes et d'impôts?

Le gouvernement a indiqué vouloir que chaque Canadien ait accès à un médecin de famille. À votre avis, comment devrait-il s'y prendre pour atteindre cet objectif?

Pensez aux différents secteurs dans lesquels le gouvernement fédéral pourrait investir afin d'améliorer les soins de santé; auxquels devrait-on accorder de l'importance ou donner la priorité?

[**AU BESOIN, EXPLORER** : Accroître les services liés à la santé mentale, améliorer les infrastructures (p. ex., plus d'hôpitaux ou d'équipements médicaux, ou remise à neuf de ceux-ci, etc.), faciliter l'accès aux services de traitement de la toxicomanie.]

7. Sécurité communautaire (5 minutes)

Quand vous entendez parler de « sécurité communautaire », qu'est-ce que cela signifie pour vous?

Qu'aimeriez-vous que le gouvernement fédéral fasse pour contribuer à rendre les communautés plus sécuritaires?

PISTES EXPLORATOIRES POTENTIELLES

- Interdire les armes d'assaut de style militaire
- Mettre en œuvre un programme de rachat des armes d'assaut de style militaire
- Investir pour aider les villes à combattre la violence liée aux gangs de rue
- Aider à freiner la circulation d'armes à feu à nos frontières

Est-ce important pour vous que les armes d'assaut de style militaire soient interdites et qu'un programme de rachat de ces armes soit mis en œuvre? Pourquoi? Pourquoi pas?

8. Conclusion (5 minutes)

Nous vous avons amenés à aborder beaucoup de sujets aujourd'hui et nous vous sommes très reconnaissants d'avoir consenti à nous accorder le temps et l'énergie nécessaires pour venir ici et nous faire part de votre opinion. Vos commentaires sont très importants et très utiles. Avant de terminer, je vous invite à me faire part de tout autre commentaire relatif aux sujets d'aujourd'hui que vous aimeriez transmettre au gouvernement du Canada.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Annexe D : Questionnaire de recrutement

21 décembre 2018

Environics Research Group Limited
Groupes de discussion sur l'économie du Canada
Finance Canada
PN10649
Recrutement pour les groupes de discussion

Nom du répondant : _____

N° de téléphone résidentiel : _____

N° de téléphone d'affaires : _____

Groupe n° : _____

Recruteur : _____

GROUPE 9 Montréal (Longueuil) Le lundi 3 février 17 h 30	GROUPE 10 Montréal (Longueuil) Le lundi 3 février 19 h 30
---	--

10 recrutés par séance.

Bonjour, mon nom est _____ de Environics Research. Nous téléphonons aujourd'hui pour inviter des participants à assister à un groupe de discussion que nous menons actuellement de la part du Gouvernement du Canada pour examiner les questions autour de l'état actuel de l'économie canadienne. Cette étude est un projet de recherche, pas une tentative de vendre ou de commercialiser quoi que ce soit. Votre participation à la recherche est entièrement volontaire, confidentielle et votre décision d'y participer ou non n'affectera en rien les interactions que vous pourriez avoir avec le gouvernement.

Le format est une discussion « table ronde » menée par un professionnel de la recherche. Une bande audio de la séance sera produite à des fins de recherche. Les bandes ne seront utilisées que par le professionnel de la recherche pour aider à préparer le rapport sur les résultats de la recherche et seront détruites une fois le rapport terminé. Toute information recueillie, utilisée ou dévoilée sera utilisée qu'à des fins de recherche seulement et sera traitée conformément aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

La séance durera un maximum d'une heure et 45 minutes et vous recevrez une somme en argent comptant en guise de remerciement pour assister à la session. Est-ce que vous nous permettez de vous poser quelques questions additionnelles, à vous ou à quelqu'un d'autre dans votre foyer, afin de voir si vous répondez aux critères de notre étude? Ceci prendra environ 5 minutes.

N. B. Si un participant demande des informations sur la firme de recherche qui mène l'étude, vous pouvez leur dire : Environics Research est situé au 33, rue Bloor Est, bureau 900, Toronto Ontario et peut être rejoint au 416-920-9010.

Oui1 – **CONTINUER**Non2 – **REMERCIER ET TERMINER**

1. Est-ce que vous, une personne de votre foyer ou de votre famille immédiate travaillez pour :

Type	Non	Oui
Une firme d'étude de marché, de communications ou de relations publiques ou une agence de publicité		
Un média (radio, télévision, journaux, revues, etc.)		
Un ministère ou un organisme du gouvernement fédéral		
Un parti politique		

SI OUI À L'UN CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER

2. INDIQUER :

Homme 1 répartition 50/50
 Femme 2

3. Combien de personnes, y compris vous-même, vivent dans votre foyer?

Une POSER LA Q. 4
 Deux PASSER À LA Q. 5
 Trois PASSER À LA Q. 5
 Quatre ou plus PASSER À LA Q. 5

SI SEULEMENT UNE PERSONNE DANS LE FOYER, DEMANDER :

4. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôt, pour 2019? (MÉLANGE)**LIRE**

01 - Moins de 30 000 \$
 02 - 30 000 \$ à 60 000 \$
 03 - 60 000 \$ à 80 000 \$
 04 - 80 000 \$ à 100 000 \$
 05 - 100 000 \$ à 150 000 \$
 06 - 150 000 \$ et plus
 99 - REFUS/NSP/PR TERMINER

DEMANDER À TOUS LES FOYERS AVEC PLUS D'UNE PERSONNE

5. Laquelle des catégories suivantes correspond au revenu annuel total, avant impôt, de tous les membres de votre foyer, pour 2019? LIRE (MÉLANGE)

01 - Moins de 30 000 \$
 02 - 30 000 \$ à 60 000 \$ GROUPE 9
 03 - 60 000 \$ à 80 000 \$ GROUPE 9
 04 - 80 000 \$ à 100 000 \$ GROUPE 10
 05 - 100 000 \$ à 150 000 \$ GROUPE 10
 06 - 150 000 \$ et plus
 99 - REFUS/NSP/PR TERMINER

DEMANDER À TOUS

6. Dans quelle partie de la région de Montréal habitez-vous?

Longueuil GROUPE 9 OU 10

tout autres quartiers TERMINER

7. On nous a demandé de parler avec des participants de différentes catégories d'âges. Pour pouvoir le faire de façon efficace, je vous demanderais de bien vouloir me donner votre âge exact s.v.p.?**_____ . INSCRIRE
OBTENIR UN MÉLANGE**

Moins de 18 ans	TERMINER
18 à 24 ans	1
25 à 34 ans	2
35 à 44 ans	3
45 à 54 ans	4
55 à 64 ans	5
65 à 74 ans	6
75 ans ou plus	TERMINER

**8. Pourriez-vous me dire quel est le dernier niveau de scolarité que vous avez terminé?
OBTENIR UN MÉLANGE**

Secondaire non terminé seulement	1
Secondaire terminé	2
Certificat d'une école de métier	3
Post-secondaire non terminé	4
Post-secondaire terminé	5
Diplôme universitaire	6

9. Travaillez-vous (VÉRIFIER LES QUOTAS)?

Temps plein (35 heures et plus)	4 minimum
Temps partiel (moins de 35 heures)	2 max
Personne au foyer	1 max
Étudiant	1 max
Retraité	2 max
Sans emploi	1 maxi

10. Quelle est votre occupation actuelle?

Type d'emploi

Type d'entreprise

SI MARIÉ(E) DEMANDER : QUELLE EST L'OCCUPATION DE VOTRE CONJOINT(E)?

Type d'emploi

Type d'entreprise

TERMINER SI L'OCCUPATION EST LIÉE AUX EXCLUSIONS À LA Q. 1

11. Quelle est votre origine ethnique?

12. On demande aux personnes qui participent à des groupes de discussion d'émettre leurs opinions et commentaires. Dans quelle mesure vous sentez-vous à l'aise d'émettre vos opinions devant d'autres personnes? Vous sentez-vous... (lire la liste)

Très à l'aise	1 - MIN 5 PAR GROUPE
Assez à l'aise	2
Pas très à l'aise	3 TERMINER
Très mal à l'aise	4 TERMINER

13. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion ou à un entretien face à face où l'on vous a remis une somme d'argent, ici ou ailleurs?

Oui	1 MAXIMUM 5 PAR GROUPE
Non	2(PASSER À LA Q.17)

SI OUI, DEMANDER :

14. À quand remonte la dernière fois que vous avez participé à une de ces discussions?
(TERMINER SI AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS)

15. À combien de groupes ou d'entretiens face à face avez-vous participé au cours des 5 dernières années?

(PRÉCISER)
SI 5 OU PLUS, TERMINER.

16. Quels étaient les sujets que vous avez discuté dans les groupes ou d'entretiens face à face au cours des 5 dernières années?

(PRÉCISER)
SI ECONOMIE OU FINANCE – TERMINER

17. On demande parfois aux participants d'écrire leurs réponses sur un questionnaire. Y a-t-il une raison quelconque pour laquelle vous ne pourriez pas participer? Si vous avez besoin de lunettes pour lire, veuillez les apporter. (Ajouter déficience auditive)

Oui	1 TERMINER
Non	2 CONTINUER

NOTE : TERMINER SI LE RÉPONDANT DIT QU'IL A UN PROBLÈME DE VUE OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE ÉCRITE OU VERBALE, UNE INQUIÉTUDE À NE PAS POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT.

18. J'aimerais vous inviter à participer à une session d'un groupe de discussion où vous pourrez échanger vos opinions dans une discussion animée avec les autres Canadiens de votre communauté. La séance sera enregistrée et observée, mais votre participation sera confidentielle. Acceptez-vous de participer au groupe de discussion

Oui	1 CONTINUER
Non	2 TERMINER

19. Nous vous contacterons à nouveau avant la date de la séance pour confirmer votre présence. Êtes-vous d'accord avec cela?

Oui	1 CONTINUER
Non	2 TERMINER

INTERVIEWEUR DIRE AU RÉPONDANT :

VEUILLEZ APPORTER AVEC VOUS UNE PIÈCE D'IDENTITÉ AVEC PHOTO QUI POURRAIT VOUS ÊTRE DEMANDÉ SUR PLACE

20. La séance durera environ une heure et demie, mais nous demandons aux participants d'arriver 15 minutes avant le début de la session. Est-il possible pour vous d'être présent à la salle de recherche 15 minutes avant le début de la session?

Oui	1 CONTINUER
Non	2 TERMINER

J'aimerais vous inviter à un groupe de discussion qui aura lieu _____. La séance durera 1,5 heure au total et vous recevrez **100 \$** en guise de remerciement pour votre participation.

Location :

Montréal – le lundi 3 février (17 h 30-19 h30 et 19 h 30-21 h30)

CRC Montréal

1610, rue Ste-Catherine Ouest, Bureau #411

Tél. : (514) 932-7511

INTERVIEWEURS : Veuillez dire au répondant que les groupes sont petits et que toute personne qui ne se présente pas ou qui annule à la dernière minute compromettra le projet. Assurez-vous qu'ils savent que leurs opinions sont importantes pour nous et que nous sommes sérieux de savoir ce qu'ils ont à offrir.

NOTE : VEUILLEZ DIRE AUX RÉPONDANTS QU'ILS RECEVRONT UNE CONFIRMATION PAR TÉLÉPHONE LA JOURNÉE AVANT LE GROUPE. SI POUR UNE RAISON QUELCONQUE ILS N'ONT PAS EU DE NOS NOUVELLES ILS DEVRAIENT NOUS CONTACTER AU _____. SI LEUR NOM N'EST PAS SUR LA LISTE DE PRÉSENCE, ILS NE SERONT PAS ADMIS AU GROUPE DE DISCUSSION. SI UN RÉPONDANT A DES QUESTIONS SUR LA RECHERCHE, ILS DEVRAIENT ÉGALEMENT NOUS CONTACTER À CE NUMÉRO.

Annexe E : Questionnaire

20 janvier 2020

Ministère des Finances Canada – Sondage prébudgétaire (hiver 2020)

Hello/Bonjour, je m'appelle _____ et je travaille pour Environics, pour le compte du gouvernement du Canada. Nous menons un sondage sur les attitudes et opinions de Canadiens âgés de 18 ans et plus. Préférez-vous continuer en français ou en anglais? Would you prefer that I continue in English or French? **(IF NEEDED: Thank you. Someone will call you back shortly to do the survey in English.)**

English	1
Français	2

Le sondage durera environ 12 minutes, et vos réponses demeureront strictement anonymes et confidentielles. Vous pouvez, à tout moment au cours de ce sondage, refuser de répondre à une question en particulier si vous le souhaitez.

Votre participation est entièrement volontaire. Cet appel pourrait être écouté ou enregistré à des fins de contrôle de la qualité. Tous les renseignements fournis seront traités conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE FIXE : Pourrais-je parler à la personne dans votre ménage qui est âgée de 18 ans ou plus et qui a été la dernière à célébrer son anniversaire? Serait-ce vous? **[SI CETTE PERSONNE N'EST PAS DISPONIBLE, PLANIFIER UN RAPPEL]**

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE : Êtes-vous âgé(e) d'au moins 18 ans?

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE, POSER LES QUESTIONS A ET B

A Êtes-vous dans un endroit sécuritaire pour parler? Vous n'êtes pas, par exemple, au volant d'un véhicule automobile?

Oui	[SE PRÉSENTER À NOUVEAU, AU BESOIN]
Non	[PRENDRE RENDEZ-VOUS POUR UN RAPPEL (DATE/HEURE)]

B À la maison, avez-vous une ligne téléphonique traditionnelle autre qu'un téléphone cellulaire?

Oui	VÉRIFIER LES QUOTAS
Non	VÉRIFIER LES QUOTAS

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE FIXE, INSCRIRE LA RÉGION QUI FIGURE DANS L'ÉCHANTILLON]

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE, POSER LA QUESTION C.]**C Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous? NE PAS LIRE LA LISTE**

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

QUESTION RÉVISÉE**D À des fins d'analyse uniquement, veuillez indiquer le genre auquel vous vous identifiez.**

AU BESOIN : Par « genre », nous entendons votre genre actuel, lequel peut différer du sexe qui vous a été assigné à la naissance et qui est inscrit sur les documents juridiques vous concernant.

NE PAS LIRE LA LISTE, SAUF POUR CLARIFIER

Femme	1
Homme	2
Identité de genre fluide, mixte ou non binaire	3
Autre identité culturelle de genre (p. ex., bispiritualité autochtone)	4
Je préfère ne pas répondre	99

E Quelle est votre année de naissance?

[INSCRIRE L'ANNÉE – XXXX]

9999 – [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT REFUSE DE PRÉCISER L'ANNÉE, DEMANDER :]

Pourriez-vous nous dire auquel des groupes d'âge suivants vous appartenez? LIRE LA LISTE.

De 18 à 34 ans	1
De 35 à 49 ans	2
De 50 à 54 ans	3
De 55 à 64 ans	4
OU 65 ans et plus	5
[NE PAS LIRE] Je refuse de répondre	99

SONDAGE PRINCIPAL***Évaluation de l'économie***

Q2. (T) Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent. [VARIER ALÉATOIREMENT L'ORDRE DES ITEMS b À d.] RÉPÉTER L'ÉCHELLE AU BESOIN.

- a. L'état actuel de l'économie canadienne
- b. L'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]
- c. L'état actuel de votre situation financière personnelle
- d. Le prix actuel de l'essence

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
NON SUGGÉRÉ	
Incertain(e)	99

Q2a Dans quelle mesure les éléments suivants sont-ils abordables pour vous, personnellement, s'il y a lieu? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout abordable et 10, que c'est totalement abordable. [VARIER ALÉATOIREMENT L'ORDRE DES ITEMS a À d.] RÉPÉTER L'ÉCHELLE AU BESOIN.

- a. Le coût de votre service Internet mensuel
- b. Le coût des médicaments d'ordonnances que paie votre ménage
- c. Le coût des achats d'épicerie pour votre ménage chaque semaine
- d. Le coût associé à l'élevage de vos enfants

Pas du tout abordable	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Totalement abordable	10
NON SUGGÉRÉ	
Sans objet (pas d'enfant, pas de service Internet, etc.)	98
Incertain(e)	99

Q2B – VERSION RÉVISÉE

Q2B Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.

[VARIER ALÉATOIREMENT L'ORDRE]

- a) DIVISER L'ÉCHANTILLON 50-50 : Soutenir les familles de classe moyenne en rendant le coût de la vie plus abordable / Soutenir les familles de classe moyenne en améliorant leur qualité de vie
- b) Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi
- c) Rendre les communautés plus sécuritaires
- d) DIVISER L'ÉCHANTILLON 50-50 : Mettre en œuvre un programme national de couverture des médicaments d'ordonnance (assurance médicaments) / Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part de taxes et d'impôts
- e) Lutter contre les changements climatiques

Pas du tout important	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très important	10
NON SUGGÉRÉ	
Je ne sais pas	99

Niveau de bien-être**NOUVELLE QUESTION**

Q3 Pensez à la génération de vos parents, quand ils avaient votre âge. Diriez-vous que votre génération est aujourd'hui plus avantagée, plus désavantagée ou qu'elle est à peu près dans la même situation en ce qui concerne...?

LIRE ET RÉPARTIR ALÉATOIREMENT

- a. Sa qualité de vie
- b. Sa santé
- c. Sa sécurité financière
- d. Ses possibilités d'éducation
- e. Ses perspectives d'emploi

01 – Plus avantagée

02 – Plus désavantagée

03 – À peu près dans la même situation

NON SUGGÉRÉ – NE PAS LIRE

98 – Cela dépend

99 – Je ne sais pas/je refuse de répondre

Systeme et incitatifs fiscaux**NOUVELLE QUESTION**

Q4 À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?

LIRE ET RÉPARTIR ALÉATOIREMENT

- a. Les grandes sociétés
- b. Les petites entreprises
- c. Les membres du 1 % le plus riche
- d. La classe moyenne
- e. Les personnes à faible revenu

Devraient payer moins 1

Paient actuellement est un montant approprié 2

Devraient payer plus 3

NON SUGGÉRÉ

Je ne sais pas/je refuse de répondre 99

Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété

Passons maintenant à un autre sujet...

TIRÉE DU QUESTIONNAIRE DE 2019

Q6. Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence?
SI NÉCESSAIRE : Par « propriétaire », nous entendons également les personnes qui effectuent des paiements hypothécaires pour leur propre résidence.

Propriétaire	1
Locataire	2
NON SUGGÉRÉ	
Ni oui ni non (je demeure chez mes parents, des proches, etc.)	3
Je ne sais pas/je refuse de répondre	9

Q7a TIRÉE DE 2019

Q7a. DIVISER L'ÉCHANTILLON 50-50 7A/7B : Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.

RÉPARTIR ALÉATOIREMENT A-G

- Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire
- SI LOCATAIRE À Q6, DEMANDER : Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage
- SI PROPRIÉTAIRE À Q6, DEMANDER : Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage
- Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel
- Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada
- SI PROPRIÉTAIRE À Q6, DEMANDER : Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire
- SI LOCATAIRE À Q6, DEMANDER : Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
NON SUGGÉRÉ	
Je ne sais pas	99

NOUVELLE QUESTION – SEMBLABLE À 7B DU QUESTIONNAIRE DE 2019

Q7b. DIVISER L'ÉCHANTILLON 50-50 7A/7B : Afin de répondre au problème d'*abordabilité des logements*, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.

RÉPARTIR ALÉATOIREMENT A-E

- a. Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible
- b. Favoriser la disponibilité de logements abordables
- c. Continuer d'investir dans les logements communautaires
- d. Continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première maison
- e. Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu

Pas une priorité	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Priorité extrêmement élevée	10
NON SUGGÉRÉ	
Je ne sais pas	99

Passons maintenant à un autre sujet...

Garder les Canadiens en sécurité et en santé

Q8 À votre avis, dans quelle mesure les approches suivantes seraient-elles efficaces pour aborder le problème de la violence liée aux armes à feu? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'approche ne serait pas du tout efficace et 10, qu'elle serait extrêmement efficace.

[LIRE ET RÉPARTIR ALÉATOIREMENT A-D]

- a. Interdire les armes d'assaut de style militaire
- b. Racheter les armes d'assaut de propriétaires privés pour éliminer celles-ci de la rue
- c. Offrir du financement aux villes pour combattre la violence liée aux gangs de rue
- d. Augmenter le financement des forces de l'ordre luttant contre la violence liée aux armes à feu

Pas du tout efficace	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Extrêmement efficace	10
NON SUGGÉRÉ	
Je ne sais pas	99

Transition vers une économie propre

Passons maintenant à un autre sujet...

Q9 Comment évalueriez-vous le niveau d'action actuel du gouvernement du Canada pour ce qui est de lutter contre les changements climatiques? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous le jugez désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
NON SUGGÉRÉ	
Je ne crois pas que des changements climatiques se produisent réellement	97
Incertain(e)	99

Q10 À votre avis, dans quelle mesure les approches suivantes seraient-elles efficaces pour réduire la pollution et protéger l'environnement? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'approche ne serait pas du tout efficace et 10, qu'elle serait extrêmement efficace.

[LIRE ET RÉPARTIR ALÉATOIREMENT A-E]

- a. Aider les Canadiens à rendre leurs maisons plus écoénergétiques et résilientes au climat
- b. Offrir des incitatifs fiscaux ou des réductions d'impôt aux entreprises pour le développement de nouvelles technologies propres
- c. Rendre les véhicules à émission zéro plus abordables
- d. Augmenter le nombre de masses d'eaux intérieures et de sites protégés
- e. Planter deux milliards d'arbres

Pas du tout efficace	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Extrêmement efficace	10
NON SUGGÉRÉ	
Je ne sais pas	99

Réconciliation

Passons maintenant à un autre sujet...

Q11 À votre avis, dans quelle mesure les approches suivantes du gouvernement du Canada seraient-elles efficaces pour concrétiser la réconciliation entre Autochtones et non-Autochtones au Canada? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'approche ne serait pas du tout efficace et 10, qu'elle serait extrêmement efficace.

[LIRE ET RÉPARTIR ALÉATOIREMENT]

- e. Collaborer avec les Autochtones pour favoriser l'accès aux services de soins de santé mentale et physique
- f. Respecter l'esprit et l'intention des traités et des accords avec les Autochtones
- g. Favoriser le développement économique et l'autonomie des Autochtones
- h. Indemniser les Autochtones victimes de sévices au sein du système de protection de la jeunesse
- i. Continuer de mettre en œuvre les recommandations de l'*Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*
- j. Émettre des excuses officielles pour les politiques des gouvernements passés ayant affecté négativement les communautés autochtones

Pas du tout efficace	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Extrêmement efficace	10
NON SUGGÉRÉ	
Je ne sais pas	99

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

LIRE : En terminant, voici quelques questions à des fins démographiques.

F Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez terminé? LIRE LA LISTE AU BESOIN ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

8 ^e année ou moins	1
Études secondaires en partie	2
Diplôme d'études secondaires ou équivalent	3
Apprentissage enregistré ou certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Collège, cégep ou autre certificat ou diplôme non universitaire	5
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	8
[NE PAS LIRE] Je préfère ne pas répondre	99

G Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison? LIRE LA LISTE – ACCEPTER TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT.

Anglais	1
Français	2
Autre	3
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je refuse de répondre	99

H Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux votre situation professionnelle actuelle? Êtes-vous...? LIRE LA LISTE ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

Travailleur (se) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine	1
Travailleur (se) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine	2
Travailleur (se) autonome	3
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi	4
Étudiant(e) à temps plein	5
Personne retraitée	6
Pas sur le marché du travail (p. ex., personne au foyer à temps plein, ou sans emploi et ne cherchant pas de travail)	7
[NE PAS LIRE]	
Autre [NE PAS PRÉCISER]	98
Refuse de répondre	99

I Parmi les catégories suivantes, laquelle décrit le mieux le revenu total de votre ménage? Par cela, nous entendons le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage, avant impôts. LIRE LA LISTE ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

Moins de 20 000 \$	1
De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
150 000 \$ et plus	7
[DO NOT READ] Je refuse de répondre	99

I2 Laquelle des options suivantes décrit le mieux la catégorie à laquelle vous vous identifiez?

Classe défavorisée (pauvre)	1
Classe ouvrière	2
Classe moyenne	3
Classe moyenne supérieure	4
Classe aisée (riche)	5
[DO NOT READ] Je refuse de répondre	99

- J** Y a-t-il des enfants de moins de 18 ans qui demeurent actuellement dans votre foyer?
- | | |
|-----|---|
| Oui | 1 |
| Non | 2 |
- K** Pour terminer, afin de mieux comprendre la façon dont les résultats varient d'une région à l'autre, puis-je avoir les six caractères de votre code postal?
ACCEPTER LES TROIS PREMIERS CARACTÈRES SI LE RÉPONDANT NE VEUT PAS EN DIVULGUER DAVANTAGE.
____ _ [FORMAT A4A 5B5]
999999 – Je ne sais pas/je refuse de répondre

Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances Canada, et est enregistré conformément à la Loi canadienne sur l'accès à l'information. Nous vous remercions de votre participation.

INSCRIRE :

Langue de l'entrevue

- | | |
|----------|---|
| Anglais | 1 |
| Français | 2 |